



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.lesdepechesdebrazzaville.com

N°1923 MARDI 28 JANVIER 2014

RDC

Le pays prête à se passer du FMI

Suspendu depuis le 12 décembre 2012, le programme économique du gouvernement soutenu par cette institution de Breton Wood n'est pas encore à l'ordre du jour. Mais la suite de la réponse témoigne d'une volonté politique du gouvernement de prendre ses propres marques en rappelant que le FMI intervient pour les pays malades et que la RDC était plus que convalescente. Elle peut se passer pendant un moment de l'assistance du FMI, a soutenu Matata Ponyo au cours d'une conférence de presse tenue le week-end dernier à la primature.

Une année avant, en janvier 2012, le vice-Premier ministre en charge du Budget, Daniel Mukoko, a annoncé l'élaboration d'un programme en toute autonomie sans le FMI. Derrière une détermination à s'affranchir du très encombrant partenaire, incontournable pour certains analystes, il y a une question qui brûle sur toutes les lèvres : la RDC arrivera-t-elle à se passer de l'assistance du FMI ?



Page 18

Augustin Matata Ponyo



Christine Lagarde, directrice générale du FMI

SANTÉ

Plus de trois mille cas de lèpre enregistrés en 2013

Les trois mille cas ont été dépistés à l'Équateur, dans la Province Orientale, dans le Bandundu, et au Katanga. Mais, selon le directeur du Programme national de lutte contre la lèpre et la tuberculose (PNLT) Jean Noël Mputu, il y a quand même une baisse des cas par rapport aux dix précédentes années. Pour ce responsable sanitaire, la RDC dispose des médicaments appropriés pour soigner les malades atteints par la lèpre.

Toutefois, a-t-il ajouté, seule une bonne prise en charge des lépreux permettra de contenir la maladie à des proportions acceptables, à défaut de l'éradiquer. Il a, par ailleurs, conseillé de soutenir la lutte enclenchée contre la lèpre en vue de son élimination à travers le pays par une plus grande sensibilisation des communautés locales obligées de s'y impliquer activement.

Page 19

FRAUDE ET CONTREBANDE À LA DGDA/KATANGA

La réplique de l'Asadho au PGR

Dans sa correspondance, l'ONG qui affirme contribuer à la lutte contre l'impunité, contredit les affirmations du procureur général de la République (PGR) sur la situation de coulage des recettes dénoncée. L'Asadho confirme être en possession du rapport établi par la mission envoyée par le Parquet général de la République sur la situation de fraude, détournement et corruption à la DGDA/Katanga. Et l'ONG d'ajouter que les auteurs et les personnalités mis en cause dans ledit document n'ont jamais démenti leur œuvre.

De ce fait, l'ONG relativise la notion de présomption d'innocence mise en exergue par le PGR dans le but de protéger les opérateurs économiques incriminés. Aussi, face à la réaction du PGR sur ces dénonciations, l'Asadho doute de la bonne poursuite de cette action publique par ce haut magistrat.

Page 18



Une station de péage sur la route Lubumbashi-Kasumbalesa

MUSIQUE

Jazz et musique africaine font bon ménage

Balade musicale entre deux rythmes ou deux influences, selon les titres, le répertoire offert le 23 janvier au Centre Wallonie-Bruxelles par le bassiste Gabriel Wadigesila et son Kinjassa se déployait entre morceaux connus et compositions personnelles. L'ambiance plutôt chaude de la soirée, acclamations et autres commentaires à l'intention de Gaby ou de l'un de ses complices de la soirée, rien de tel pour manifester l'adhésion de l'assistance. La démarche du bassiste Gaby, un exercice portant à trouver un raccord entre jazz et musique africaine, a beaucoup plu. Lui-même décrit sa musique comme un rendu de sa sensibilité musicale: « Je fais en sorte que ce que j'ai appris à l'école se mélange avec mon ressenti dans l'ordre du possible ». Ce standard de jazz à laquelle il donnait sa coloration particulière a bien trouvé preneur.

Page 20

CHAN 2014

Triste fin de l'aventure des Léopards

La RDC a été battue (0-1) par le Ghana en quarts de finale du Championnat d'Afrique des Nations qui se joue en Afrique du Sud et, par conséquent, a été éliminée de la course au titre. L'unique but de la partie a été marqué à la 68e minute sur pénalty par le ghanéen Adusey. Les Congolais à qui l'on ne donnait aucune chance à l'entame de la compétition au regard de leur mauvaise préparation ont surpris en atteignant cette étape de la compétition.

L'ossature affichée contre les Blacks Stars constitue, en somme, un embryon sur lequel devra se bâtir la grande sélection nationale attendue pour les prochaines échéances. Il faudra dès maintenant penser à relever le niveau du championnat local dont le déroulement en dents de scie avec un calendrier non respecté dessert autant les clubs que les athlètes souvent en manque de compétition.

Page 20

ÉDITORIAL

Convaincre

L'annonce du sommet Afrique-États-Unis qui se tiendra à Washington au mois d'août concrétise le mouvement que les observateurs voyaient se dessiner depuis plusieurs années, mais que, jusqu'à présent, aucun geste significatif n'avait confirmé, à savoir le réveil de l'Oncle Sam face à un continent en pleine émergence qu'il considérait jusqu'alors avec une certaine commisération.

Est-il besoin de préciser que ce réveil est une bonne nouvelle pour l'Afrique étant donné la puissance des moyens économiques, financiers et autres dont les États-Unis disposent en ce début de millénaire ? Même si elle ne se traduit pas dans l'immédiat par un accroissement substantiel de l'aide que les Américains apportent à leurs partenaires africains, elle entraînera à coup sûr un afflux de capitaux dans les zones les plus prometteuses, l'Afrique centrale notamment dont les ressources naturelles sont encore très largement inexploitées. Et, de ce fait, elle accélérera la marche de nombreux pays sur la voie du développement durable.

La question qui se pose maintenant est de savoir si les autorités américaines ont une appréciation juste, réaliste de ce qui se passe sur le continent. Ayant montré à plusieurs reprises qu'elles ne prenaient pas la mesure des problèmes que les peuples africains doivent résoudre, il n'est pas encore certain qu'elles prendront les bonnes décisions dans les domaines clés de la coopération, du partenariat, de l'aide au développement. Et ce n'est pas parce que le locataire de la Maison-Blanche est lui-même d'origine africaine que les puissantes administrations américaines cesseront de commettre de regrettables erreurs. On l'a, hélas, constaté en maintes occasions dans les dernières années.

Si nous-mêmes et nos frères africains sommes sages, voire simplement prudents, nous préparerons donc avec le plus grand soin le rendez-vous auquel Barack Obama nous convie. Sans plus attendre, nous nous concerterons afin de parler d'une même voix lorsque le moment sera venu d'échanger avec le président des États-Unis, son gouvernement, ses administrations. Alors, en effet, et alors seulement, nous aurons une chance sérieuse de tirer un réel profit de cette rencontre inédite.

Les Dépêches de Brazzaville

ADMINISTRATION DU TERRITOIRE

Les conseils départementaux font le point de la décentralisation

Réunis en séance de travail le 25 janvier à Brazzaville, dans le cadre de l'Association des départements du Congo (ADC), les présidents des conseils départementaux vont formuler à l'endroit des autorités compétentes quelques observations sur la marche de la décentralisation administrative des départements.



Les membres de l'ADC lors de la réunion. (© DR)

Prenant la parole à cette occasion, le président de ladite association, Richard Eyeni, a d'abord remercié tous les présidents des conseils départementaux venus à cette rencontre, avant de déclarer que « l'ADC se veut être une force de propositions à l'endroit des pouvoirs publics en ce qui concerne les politiques et textes juridiques liés à la décentralisation administrative. Il serait alors souhaitable que nous puissions proposer aux pouvoirs publics des observations judicieuses sur la bonne marche de ces entités. » Les participants ont aussi suivi la communication du préfet, directeur général des collectivités locales, Charles Nganfouomo, qui a porté des éclairages sur la circulaire du 7 janvier 2014 du ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation portant ins-

truction relative à la gestion des collectivités locales. Celle-ci a cependant suscité quelques interrogations de la part des présidents des conseils départementaux, notamment sur l'intégration à la fonction publique territoriale des agents décisionnaires, l'incidence de l'arrêt des écritures comptables sur les projets en cours d'exécution ainsi que sur l'élaboration des esquisses de budget des prochains conseils départementaux. Mais des réponses adéquates ont été apportées à ces différentes préoccupations. De l'examen du bilan, les présidents des conseils départementaux ont relevé quelques écueils qui ont gelé le bon fonctionnement de l'association durant les cinq dernières années, au nombre desquels la difficulté de recouvrement des cotisations sta-

tutaires et l'absence de permanence due au manque de siège. Après des échanges fructueux, ils ont conclu que l'ADC devait faire preuve de volonté et du respect des engagements pris. Les participants ont également examiné et adopté le protocole d'accord ADC-Association des mairies du Congo. Enfin, au sujet des échanges entre départements, les membres de l'ADC ont reconnu que la décentralisation restait une politique incontournable. Ainsi, sa mise en œuvre doit être accélérée. Ils ont aussi sollicité auprès de la tutelle, que la procédure des textes soumis à son approbation soit diligentée au vue des manquements constatés au niveau du fonctionnement des conseils.

Jean-Jacques Koumba

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)

Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

Comité de direction

Emmanuel Mbengué, Émile Gankama, Lydie Pongault, Bénédicte de Capèle, Ange Pongault, Charles Zodialo, Gérard Ebami-Sala, Philippe Garcia.

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

Rédaction de Brazzaville

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service)
Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumba, Josiane Mambou Loukoula
Service Économie : Nancy France Loutoumba

(chef de service) ; Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya (stagiaire)

Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys

Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta

Rédaction de Pointe-Noire

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

Rédaction de Kinshasa

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Coordonateur : Jules Tambwe Itagali
Politique : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa
Société : Lucien Dianzenza
Sports : Martin Enyimo
Service commercial : Adrienne Londole
Bureau de Kinshasa : 20, avenue de la paix Gombe - Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

Maquette

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable coordination et communication : Rose-Marie Bouboutou
Directrice du Développement : Carole Moine

Rédaction de Paris

Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma
Comptabilité : Marie Mendy

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,

Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Motsignet, Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé Ngon

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola
Service pré-press et contrôle de qualité : Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpla), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

LIBRAIRIE-GALERIE CONGO PARIS

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable achats, logistique : Béatrice Ysnel
Responsable animation : Marie-Alfred Ngoma
Assistante : Laura Ikambi
23, rue Vaneau - 75007 Paris - France
Tél. : (+33) 1 40 62 72 80
www.lagaleriecongo.com

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com

Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpla), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau 75007 Paris/Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

PÉNURIE DE CARBURANT

La situation s'améliore timidement

La livraison du carburant dans les stations-services de Brazzaville, depuis hier après-midi, a quelque peu décripé l'atmosphère tendue ces derniers jours entre pompistes et automobilistes, mais surtout entre usagers des transports en commun et taximen. La pénurie observée depuis deux jours trouve peu à peu une issue.

Les stations-services à Brazzaville n'ont pas changé de mine malgré une livraison du produit constatée dans les points de vente. Les longues files d'attente s'accompagnent de tumultes où chaque client essaie de tirer le meilleur parti pour se faire livrer plus tôt. Même si les pompistes rassurent les automobilistes sur la quantité du carburant livré, tout en leur demandant de ne pas se bousculer, les chauffeurs de taxi et de bus, principalement, ne croient pas au rétablissement de la situation. Pour gagner du temps, certains ont sorti des bidons en plastique comme à la station-service Total du CHU. Pour eux, rien, en effet, n'a été jusque-là dégagé comme explication. «*Ils ne veulent*

pas nous dire la vérité et personne ne parle. Même s'il y a livraison, on a peur de revenir demain et trouver que c'est vide. On a déjà vécu ce genre de désagrément», explique Roger, un taximan rencontré sur place.

Les taximen dictent leur loi

Depuis vendredi, la pénurie d'essence a occasionné une flambée du prix de la course de taxi, passant de 1.000 à 1.500 FCFA, tandis que les minis bus, dont la plupart tournent pourtant avec du diesel, en ont profité pour corser le phénomène de demi-terrain. Les arrêts de bus sont bigarrés... À l'origine de la situation, aucune explication officielle jusqu'à lundi matin. Les spéculations ont fait état d'un déraillement sur le Chemin de fer Congo-Océan. Hier, des camions-citernes tagués à la marque Total ont sillonné les stations-services de Brazzaville pour distribuer le carburant, l'essence (super) notamment, qui manque dans la capitale depuis trois jours. À la Société commune de logistique (SCLOG), les responsables tentent

d'apporter une lumière. «*La situation est causée par un dysfonctionnement au niveau de la*

«Nous sommes un entrepositaire. Nous recevons des produits. C'est un problème de capacité. Hier il y



La queue devant les stations-services qui font face à la pénurie de carburant

chaîne de distribution», explique brièvement Olga AKylangongo, directrice de l'administration et des ressources humaines de la société, qui a pour vocation le stockage et le transport massif des carburants terrestres sur l'ensemble du territoire national. «*C'est un problème d'approvisionnement. Il n'y a rien de particulier*», lâche-t-elle en substance. Et de conclure:

a eu une rame qui est arrivée de Pointe-Noire avec le produit et une barge de Kinshasa. Le produit continue à venir. D'ici mardi ou mercredi, nous retrouverons une situation normale.»

Le recours à Kinshasa

Devant la SCLOG, la station-service Total est bondée. Les automobilistes attendent la fin de la livraison

pour se servir. Apprenant que le camion-citerne vient de livrer 22.000 litres de Super, ils sont quelque peu rassurés mais restent méfiants. De l'autre côté, à la station-service située en face du CHU, c'est 14.000 litres qui sont déposés dans les puits. «*C'est suffisant jusqu'à demain, étant donné que nous aurons une autre livraison dès la fin de la matinée de mardi*», explique un pompiste, sourire aux lèvres. «*Je crois que la situation est revenue à la normale*», souligne-t-il. Entre 500 et 1400 m³ de Super ont été livrés à Brazzaville dans la journée de lundi, apprend-on. Outre l'approvisionnement de la CORAF, par Pointe-Noire, une autre livraison serait arrivée de Kinshasa. Il faut, en effet, entre 200 et 350.000 litres d'essence Super par jour pour éviter une pénurie. Les automobilistes, dont la plupart utilisent le Super, et les usagers des transports en commun espèrent que la livraison observée ce lundi aura rétabli définitivement la situation.

Quentin Loubou

ZONES ÉCONOMIQUES SPÉCIALES

Campagne de marketing et de communication

À l'occasion de la cérémonie d'échanges de vœux, le 25 janvier, le ministre de tutelle, Alain Akouala-Atipault, a saisi l'opportunité pour dresser un bilan positif des activités réalisées l'an dernier et dévoiler quelques priorités de son département pour les douze prochains mois.

Il s'agit entre autres de la construction d'un bâtiment pour les deux directions générales et l'inspection générale à Brazzaville afin de permettre au personnel dudit ministère de travailler dans de bonnes conditions, et de doter les directions départementales d'Oyo Ollombo et de Pointe-Noire en équipements techniques. Un autre projet à mettre en œuvre cette année consiste au lancement d'une campagne de marketing et de communication visant à faire la promotion du processus de créations des zones économiques spéciales au niveau national et international à travers un film institutionnel et des supports adaptés en vue d'attirer les investisseurs.

S'adressant à son personnel, Alain Akouala-Atipault a appelé à redoubler d'enthousiasme, d'effort, de rigueur et de détermination: «*Je compte sur votre engagement sans faille aucune pour la réalisation de cette composante importante de la vision du chef de l'État qui suscite une forte attente nationale, surtout auprès de la jeunesse extrêmement dynamique de notre pays*», a-t-il lancé. Il a en outre jugé satisfaisante l'action menée au cours de l'année 2013, une année, a-t-il dit, marquée par la finalisation des études de faisabilité: «*Ces études ont déterminé des filières industrielles pouvant assurer la diversification de notre économie et préparer la future structuration de l'économie de notre pays, en augmentant notre PIB hors pétrole, en indiquant également le nombre d'emplois qui seront créés*», a précisé le ministre Alain Akouala-Atipault.

«*Le processus de création des zones économiques spéciales engagé par le président de la République est irréversible. Il suscite un très grand intérêt au niveau de la communauté des investisseurs internationaux. Nous avons enregistré de sérieuses manifestations d'intérêt en provenance de pays tels que la Chine, l'île Maurice, Singapour, le Japon, la Corée du Sud, l'Inde, la France, la Grande-Bretagne, la Belgique, la Malaisie, le Brésil, les États-Unis, la Russie, et bien d'autres pays*», a-t-il ajouté.

Il a également fait état de la publication prochaine d'une loi instituant le régime des zones économiques spéciales au Congo. Cet avant-projet de loi vient d'être examiné lors d'une réunion des membres de la commission technique tenue les 20 et 21 janvier à Brazzaville. Il sera par la suite soumis à l'appréciation du conseil des ministres et au Parlement pour son adoption imminente.

Yvette-Reine Nzaba

AGRICULTURE

La Banque mondiale satisfaite des réalisations dans le Pool

Le directeur des Opérations de la Banque mondiale, Eustache Ouayoro, s'est rendu dans le département du Pool, le 24 janvier. Accompagné des autorités locales et agricoles, le fonctionnaire international a passé en revue les centres de santé, les pistes agricoles et le marché communautaire, dans la réalisation desquels intervient aussi son institution.

«*Le constat est positif. On voit sur le terrain que les programmes que nous finançons avec le gouvernement, donnent des résultats. Dans les centres de santé, on a vu qu'ils utilisent l'approche basée sur les résultats. Ceux-ci sont spectaculaires du point de vue de la qualité des services et la présence des agents à leur poste nous a enchantés. La réduction de la mortalité maternelle est impressionnante, aucun décès sur trois cent accouchements*», s'est réjoui Eustache Ouayoro au terme de cette descente sur le terrain. Cette visite a essentiellement concerné les projets de développement agricole et de réhabilitation des pistes rurales (PDARP) et celui relatif au développement des services de santé (PDSS) que la Banque mondiale cofinance avec le gouvernement congolais.

En ce qui concerne le PDARP, le premier site visité a été le centre agricole de Kombé, situé dans l'arrondissement 8 Madibou à Brazzaville. Ici évoluent deux groupements de maraîchères (Terre vie et Terre promise) et le projet a bénéficié d'un financement d'environ 35 millions FCFA. Ce qui a permis de construire deux châteaux d'eau et de réhabiliter le système d'irrigation, avec l'acquisition d'une motopompe de grande valeur plus une bache à eau. Ce fonds a également permis d'acheter les intrants agricoles et de construire les toilettes.

Un problème est résolu

«*Pendant la saison sèche on se débrouillait pour arroser avec l'eau du puits. Cela prenait beaucoup de temps et le travail était difficile avec un rendement médiocre. Depuis qu'on nous a construit ces châteaux d'eau, le problème est résolu. Les maraîchers qui avaient déserté sont tous revenus travailler*», a reconnu la responsable du maraîchage, Nelly Bemba. Des propos entérinés par ceux d'une maraîchère: «*Avant, nous arrosions tous les jours, mais avec les tuyaux qu'on a acquis, nous le faisons un jour sur deux et la production s'est nettement améliorée. On arrive maintenant à faire face aux besoins quotidiens.*»

Ne disposant d'aucune donnée chiffrée pour justifier leur production, la BM a recommandé la mise en place d'un comité de suivi. «*Nous avons besoin des chiffres en terme de production pour évaluer votre rendement actuel comparé à celui d'avant. Il s'agit surtout d'évaluer l'impact que ces ouvrages ont eu dans votre vie*», a insisté Eustache Ouayoro.

Après Kombé, la délégation a mis le cap sur Louingué, à 104km de Brazzaville. Dans cette localité, le PDARP a réhabilité un marché composé de douze étals de cent places. L'ouvrage comprend également un hangar, un magasin et des latrines. Sur ce marché on peut trouver le manioc, la tomate, le safou, le porc et bien d'autres variétés locales. «*Avant je vendais dans la rue et j'étais exposée aux intempéries. Depuis qu'on nous a arrangé ce marché, je vends dans des bonnes conditions et j'en suis ravie*», a témoigné une commerçante.

La visite des travaux liés au PDARP s'est terminée par celles de la piste agricole Boko-Tombo-Manianga et de Ngonzo-Loumou, longue de 60 km. Cette piste s'ouvre sur la route Kinshasa-Brazzaville au niveau du carre-

four de Madiba. Désormais, c'est la production agricole d'au moins dix villages qui est envoyée vers Brazzaville. Réceptionnée par le ministère de l'Agriculture en 2011, cette piste est en train de s'abîmer, faute d'entretien. «*C'est une piste qui a résisté aux intempéries. Si elle était entretenue, elle résisterait encore*», a estimé le coordonnateur du PDARP, Isidore Ondoki.

Autres localités bénéficiaires: Voka et Boko

Ici et là, la Banque mondiale a soutenu le Projet de développement des services de santé (PDSS) qu'elle mène avec le ministère de tutelle dans le cadre d'un partenariat. L'objet de leur descente dans ces structures était d'apprécier principalement les changements qui résultent de l'introduction de la stratégie de financement basée sur les performances. En effet, des changements ont été notés et ils concernent l'amélioration de la qualité des prestations, au niveau des accouchements, les consultations prénatales et le planning familial. L'intégration des nouvelles activités telles que le dépistage du VIH/Sida chez les femmes enceintes fait également partie des performances réalisées.

Géré par l'Église catholique, le centre Voka propose une tarification accessible pour toute la population. La consultation pour les enfants par exemple est fixée à 300 FCFA alors qu'elle revient à 500 FCFA pour un adulte. Comme services, on y trouve un laboratoire, une maternité, un bloc opératoire et une pharmacie. Enfin, Eustache Ouayoro et Sylvie Dossou ont échangé avec les populations qu'ils ont exhortées à se prendre en charge au lieu de toujours attendre l'aide du gouvernement ou de la Banque mondiale.

Lopelle Mboussa Gassia

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES, DU PLAN, PORTEFEUILLE
PUBLIC ET DE L'INTEGRATION (MEFPPPI)
CABINET
COMITE DE GESTION DES FONDS PPTTE (CGFPPTTE)
UNITE DE COORDINATION ET D'EXECUTION DU PROJET (UCEP)
Financement Budget de l'Etat – Fonds PPTTE
BP : 2074-Brazzaville, Tél : (+242) 841 34 36 ; E-mail : projet_purac@yahoo.fr;
Site du MEFPPPI : www.mfbpp.cg.org

Appel d'Offres National N°005 T/MEFPPPI-CAB/CGFPPTTE/PURAC-UCEP-SPM/14.

«Travaux de construction d'un (01) bâtiment de trois (03) salles de classe à l'école primaire de Mouagni dans le district de Ngoko, département de la Cuvette».

Date : 20 janvier 2014

1. Le Gouvernement de la République du CONGO a prévu dans son budget au titre de l'exercice 2014, un financement sur Fonds PPTTE les travaux de construction des infrastructures scolaires sur le territoire de la République du Congo. Une partie de ces fonds sera utilisée pour effectuer les paiements prévus au titre d'exécution des travaux de construction d'un (01) bâtiment de trois (03) salles de classe à l'école primaire de Mouagni dans le district de Ngoko, département de la Cuvette au profit du Ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation.

2. Le Gouvernement de la République du CONGO par l'entremise du Ministère de l'Economie, des Finances, du Plan, du Portefeuille Public et de l'Intégration (MEFPPPI) a chargé le Projet d'Urgence de Relance et d'Appui aux Communautés (PURAC) pour la mise en œuvre desdits travaux.

3. Dans le cadre de la mission qui lui est confiée, le PURAC sollicite des offres sous plis fermés de la part des candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour réaliser lesdits travaux.

Le délai d'exécution des travaux est de sept (07) mois à compter de la date de démarrage des travaux.

4. Le Dossier d'Appel d'Offres peut – être consulté pendant les heures ouvrables de 9 heures à 16 heures et peut être acheté moyennant un montant non remboursable de cent cinquante mille (150 000) Francs FCFA auprès du PURAC à l'adresse ci-dessous citée. Le paiement devra être effectué en espèce ou par chèque au PURAC.

5. Le processus de sélection se déroulera conformément aux procédures en vigueur au PURAC.

6. Les offres doivent être présentées en cinq (5) exemplaires dont un (1) original et quatre (4) copies, et être déposées contre récépissé au Secrétariat de l'Unité de Coordination et

d'Exécution du Projet (UCEP) au PURAC au plus tard le vendredi 28 février 2014 à 12 heures précises et devront porter la mention : APPEL D'OFFRES NATIONAL N° 005T/MEFPPPI-CAB/CGFPPTTE/PURAC-UCEP-SPM/14 à l'adresse ci-après :

PROJET D'URGENCE DE RELANCE ET D'APPUI AUX COMMUNAUTES (PURAC)
UNITE DE COORDINATION ET D'EXECUTION DU PROJET (UCEP)

SECTION PASSATION DES MARCHES

Bâtiment du Ministère de l'Economie, des Finances, du Plan, du Portefeuille Public et de l'Intégration (MEFPPPI), 4ème étage ;

BP : 2074, Tél : 841 34 36 ;

E-mail : projet_purac@yahoo.fr

Ville : Brazzaville, Pays: République du Congo

Les offres devront être valides pour une période de 120 jours suivant la date limite de dépôt des offres et doivent être accompagnées d'une garantie de soumission de cinq millions (5 000 000) FCFA délivrée par une banque commerciale agréée ou d'un chèque certifié. Les offres reçues après le délai fixé ci-dessus seront rejetées.

7. L'ouverture des plis sera effectuée dans la salle de conférence du PURAC à l'adresse mentionnée ci-dessus, le vendredi 28 février 2014 à 13 heures précises en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés qui souhaitent y être présents.

NB : Les entreprises adjudicataires de deux (02) marchés et plus concernant les travaux de construction des logements, bâtiments et CSI dans les départements du Congo ne sont autorisées à soumissionner.

Le Directeur de Cabinet par intérim,

Eugène ONDZAMBE-NGOYI

Appel d'Offres National N°006 T/MEFPPPI-CAB/CGFPPTTE/PURAC-UCEP-SPM/14.

«Travaux de construction d'un (01) bâtiment de trois (03) salles de classe au collège de Boniala dans le district de Mossaka, département de la Cuvette».

Date : 20 janvier 2014

1. Le Gouvernement de la République du CONGO a prévu dans son budget au titre de l'exercice 2014, un financement sur Fonds PPTTE les travaux de construction des infrastructures scolaires sur le territoire de la République du Congo. Une partie de ces fonds sera utilisée pour effectuer les paiements prévus au titre d'exécution des travaux de construction d'un (01) bâtiment de trois (03) salles de classe au collège de Boniala dans le district de Mossaka, département de la Cuvette au profit du Ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation.

2. Le Gouvernement de la République du CONGO par l'entremise du Ministère de l'Economie, des Finances, du Plan, du Portefeuille Public et de l'Intégration (MEFPPPI) a chargé le Projet d'Urgence de Relance et d'Appui aux Communautés (PURAC) pour la mise en œuvre desdits travaux.

3. Dans le cadre de la mission qui lui est confiée, le PURAC sollicite des offres sous plis fermés de la part des candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour réaliser lesdits travaux.

Le délai d'exécution des travaux est de sept (07) mois à compter de la date de démarrage des travaux.

4. Le Dossier d'Appel d'Offres peut – être consulté pendant les heures ouvrables de 9 heures à 16 heures et peut être acheté moyennant un montant non remboursable de cent cinquante mille (150 000) Francs FCFA auprès du PURAC à l'adresse ci-dessous citée. Le paiement devra être effectué en espèce ou par chèque au PURAC.

5. Le processus de sélection se déroulera conformément aux procédures en vigueur au PURAC.

6. Les offres doivent être présentées en cinq (5) exemplaires dont un (1) original et quatre (4) copies, et être déposées contre récépissé au Secrétariat

de l'Unité de Coordination et d'Exécution du Projet (UCEP) au PURAC au plus tard le vendredi 28 février 2014 à 12 heures précises et devront porter la mention : APPEL D'OFFRES NATIONAL N° 006T/MEFPPPI-CAB/CGFPPTTE/PURAC-UCEP-SPM/14 à l'adresse ci-après :

PROJET D'URGENCE DE RELANCE ET D'APPUI AUX COMMUNAUTES (PURAC)

UNITE DE COORDINATION ET D'EXECUTION DU PROJET (UCEP)

SECTION PASSATION DES MARCHES

Bâtiment du Ministère de l'Economie, des Finances, du Plan, du Portefeuille Public et de l'Intégration (MEFPPPI), 4ème étage ;

BP : 2074, Tél : 841 34 36 ;

E-mail : projet_purac@yahoo.fr

Ville : Brazzaville, Pays: République du Congo

Les offres devront être valides pour une période de 120 jours suivant la date limite de dépôt des offres et doivent être accompagnées d'une garantie de soumission de cinq millions (5 000 000) FCFA délivrée par une banque commerciale agréée ou d'un chèque certifié. Les offres reçues après le délai fixé ci-dessus seront rejetées.

7. L'ouverture des plis sera effectuée dans la salle de conférence du PURAC à l'adresse mentionnée ci-dessus, le vendredi 28 février 2014 à 13 heures précises en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés qui souhaitent y être présents.

NB : Les entreprises adjudicataires de deux (02) marchés et plus concernant les travaux de construction des logements, bâtiments et CSI dans les départements du Congo ne sont autorisées à soumissionner.

Le Directeur de Cabinet par intérim,

Eugène ONDZAMBE-NGOYI

Idées-forces, sujets en débat

Anecdotes, petites phrases, cris du cœur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

□ *«L'Afrique sub-saharienne souffre d'un énorme déficit immobilier. D'une part, l'immobilier de bureaux est soit vieillissant, soit insuffisant. D'autre part, l'immobilier résidentiel, toutes catégories confondues, n'a pas suivi le développement et la croissance des capitales africaines.»*

Yérin Sow, milliardaire sénégalais, fondateur de Teylium group, entretien avec Afrique magazine, le 15 janvier 2014

□ *«Les Américains comme les Grecs vivent au-dessus de leurs moyens, créant moins de biens qu'ils n'en consomment, mais les premiers compensent la différence avec des "morceaux de papier vert" sans valeur; tout comme les colonisateurs de jadis achetaient de vraies ressources avec des morceaux de verre.»*

Alexandre Aïvazov, économiste, expert indépendant, spécialiste des cycles économiques, entretien avec Rianovosti, le 16 juillet 2013

□ *«La communication est, en définitive, une conquête plus humaine que technologique. Je le répète souvent : entre une Église accidentée qui sort dans la rue, et une Église malade d'autoréférentialité, je n'ai pas de doutes : je préfère la première. Les routes sont celles du monde où les gens vivent, où l'on peut les rejoindre effectivement et affectivement.»*

Pape François, message publié le 24 janvier 2014, prelude à la célébration en juin de la communication sociale.

□ *«On n'est pas capable d'obliger une entreprise à embaucher; pas plus qu'on ne peut l'empêcher de licencier.»*

Jean-Claude Mailly, secrétaire général de Force Ouvrière, Reuters, le 27 janvier 2014

□ *«L'Europe est en train de perdre une génération entière. Si un jeune ne trouve pas de travail durant trois ou quatre ans, il risque de se retrouver à 30 ans avec une formation inadaptée et d'être durablement inemployable.»*

Giuseppe Recchi, président du pétrolier italien Eni, au forum économique de Davos en Suisse (22-25 janvier 2014)

PRÉSIDENTIE DE LA RÉPUBLIQUE

Cinq nouveaux bâtiments seront construits en 2014

Durant le mois d'octobre 2013, le palais du Peuple a connu un sinistre. Depuis, certains départements et administrations du cabinet du président de la République travaillent dans des conditions peu confortables. Pour remédier à cette difficulté, il a été décidé de construire en 2014 de nouveaux locaux des services de la présidence de la République.

L'annonce a été faite, le vendredi 24 janvier par le secrétaire général de la présidence de la République, Jean-Baptiste Ondaye, lors de la cérémonie de présentation des vœux de Nouvel An au ministre d'État, directeur du cabinet du président de la République, Firmin Ayessa.

Le projet concerne la construction d'un ensemble de cinq bâtiments interconnectés de sept niveaux, soit R+7, d'une superficie de 20 000 mètres carrés de plancher. Et, pour ce faire, le bureau d'études choisi aurait déjà perçu un acompte pour le démarrage effectif des études en février. En dehors de ces études qui se réaliseront en trois mois, il sera également procédé à la commande, au montage des modulaires et au transfert du personnel dans un mobil home. Cette phase d'expertise sera suivie, entre avril et mai, par la consultation des différentes entreprises, la négociation et la passation du marché. Les experts estiment à vingt mois la durée des travaux de construction. Par ailleurs, pour le secrétaire général de la présidence de la République, en s'attendant à la construction de ces nouveaux locaux et pour prévenir d'autres sinistres, le cabinet demandera aux services compétents de procéder à une expertise complète des réseaux d'électricité, d'eau et de téléphone. Leur mise aux normes est le gage d'une meilleure sécurité et d'une bonne santé au tra-

vail. En complément de ces mesures, un séminaire portant sur les gestes élémentaires de sécurité au travail sera organisé à l'intention des cadres et agents de la présidence de la République en 2014.

Autres actions à réaliser en 2014

Le cabinet du chef de l'État envisage d'entreprendre d'autres actions positives durant cette année. Elles seront focalisées sur dix axes majeurs, à savoir le renforcement de la gouvernance politique et du contrôle du cabinet du chef de l'État, notamment sur la mise en œuvre du Chemin d'avenir ; la poursuite de la réhabilitation du Palais des congrès ; l'organisation du travail gouvernemental ; l'organisation des voyages officiels ; la dynamisation de la direction nationale du protocole ; le renforcement des capacités humaines ; l'amélioration des conditions de travail et de sécurité ; le renforcement du suivi-évaluation de l'action gouvernementale et la réalisation d'études d'impact ; le renforcement de la protection du patrimoine immobilier de l'État ; la production régulière de notes de conjoncture par les conseillers du président de la République. *«Les challenges qui nous attendent en 2014 requièrent une unité autour de la personne du président de la République. Nous devons donc, dans un élan d'ouverture et en toute humilité, conjuguer nos efforts et nous laisser guider par notre idéal commun, notamment celui de servir au mieux de nos possibilités le chef de l'État»*, a indiqué Jean-Baptiste Ondaye.

Un bilan jugé positif pour 2013

Dressant le bilan de l'année passée, Jean-Baptiste Ondaye a reconnu que les actions réalisées par les différents services étaient édifiantes, parmi lesquelles la

gestion des affaires administratives et celle du patrimoine immobilier de l'État, sans oublier d'autres axes de compétences. Concernant la gestion des affaires administratives, le volume du courrier et la diligence de son traitement par rapport à l'année 2012 a été jugé impressionnant. Car le nombre de courrier arrivé a atteint 15 937 pièces, contre 13 925 pièces de courrier départ, soit un volume global de 30 000 pièces de courrier traitées. Ainsi, compte tenu de ce flux de documents, il est prévu la mise en place en 2014, d'un système de gestion électronique. Quant à la gestion du patrimoine immobilier de l'État, les opérations d'immatriculation du patrimoine immobilier de l'État ont permis d'identifier environ 326 propriétés de l'État à Pointe-Noire, cinquante dossiers faisant l'objet d'un litige. Invitant pour sa part tout le personnel à plus d'ardeur au travail, le ministre d'État, directeur du cabinet du président de la République, Firmin Ayessa, a précisé que leur action pour cette année devrait nécessairement se focaliser sur le suivi de l'exécution des directives présidentielles. Plus précisément sur la priorité accordée cette année à l'ensemble du système éducatif, l'intensification du processus d'industrialisation du pays afin de lutter contre le chômage, la poursuite de l'équipement du pays en infrastructures de base, l'agriculture et la protection de l'environnement, l'attachement permanent au dialogue dans la recherche de solutions aux problèmes sociaux ou politiques et sur le rayonnement du Congo sur la scène continentale et internationale. *«Chacune de ces directives présidentielles doit faire l'objet d'un accompagnement méthodique et rigoureux»*, a-t-il conclu.

Rock Ngassakys

PME

Perspective de réaménagement pour le village artisanal de Tsiélampo

Le projet pourrait connaître une extension avec la construction de plusieurs autres bâtiments et d'un parc d'exposition. Le village artisanal est actuellement en construction à Tsiélampo, dans le 7^e arrondissement Mfilou.

La ministre des Petites et moyennes entreprises et de l'Artisanat, Yvonne Adélaïde Mougany, l'a annoncé le 22 janvier, à l'issue d'une visite effectuée sur le chantier. Dans cette perspective, la ministre a indiqué que le parc devrait accueillir tous les artisans désireux d'exposer

leurs chefs d'œuvre ainsi que les personnes intéressées à promouvoir un quelconque produit non artisanal.

Selon des cadres cités par le site Internet Congo site, le village artisanal de Brazzaville regroupera des artisans travaillant dans une multitude de métiers tels la peinture, la maroquinerie, la bijouterie, la vannerie, la poterie, la sculpture sur bois, la confection textile, la décoration, l'art floral, le tissage macramé, le styliste modéliste.

«Il constitue un lieu physique intégrant toutes les fonctions

techniques, auxquelles peuvent s'ajouter des fonctions touristiques et ludiques, contribuant ainsi au développement urbain et social par l'épanouissement d'une économie de proximité», rapporte Congo site.

Par ailleurs, les travaux de construction du village artisanal avancent normalement. Le taux d'exécution de ces travaux est estimé à 90% en ce qui concerne le gros œuvre, en dépit de quelques observations au niveau du centre de ressources professionnelles.

Nancy France Loutoumba

In memoriam

28 janvier 2010
– 28 janvier 2014

Il ya 4 ans jour pour jour que le Seigneur rappelait à lui Madame Odzoki née Bou Philomène. En ce jour mémorable, Monsieur Serge Michel Odzoki, ses enfants et ses petits



enfants, les familles Odzoki et Ngoubili demandent à toutes celles et à tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pensée pieuse pour elle. Que son âme repose en paix.

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES, DU PLAN, PORTEFEUILLE
PUBLIC ET DE L'INTEGRATION (MEFPPPI)
CABINET
COMITE DE GESTION DES FONDS PPTTE (CGFPPTTE)
PROJET D'URGENCE DE RELANCE ET D'APPUI AUX COMMUNAUTES (PURAC)
UNITE DE COORDINATION ET D'EXECUTION DU PROJET (UCEP)
Financement Budget de l'Etat – Fonds PPTTE
BP : 2074-Brazzaville, Tél : (+242) 841 34 36 ; E-mail : projet_purac@yahoo.fr;
Site du MEFPPPI : www.mfbpp.cg.org

Appel d'Offres National N°007 T/MEFPPPI-CAB/CGFPPTTE/PURAC-UCEP-SPM/14.

«Travaux de construction d'un (01) logement de trois pièces jumelées à l'école primaire d'Ollombo, district d'Ollombo, département des Plateaux».

Date : 20 janvier 2014

1. Le Gouvernement de la République du CONGO a prévu dans son budget au titre de l'exercice 2014, un financement sur Fonds PPTTE les travaux de construction des infrastructures scolaires sur le territoire de la République du Congo. Une partie de ces fonds sera utilisée pour effectuer les paiements prévus au titre d'exécution des travaux de construction d'un (01) logement de trois pièces jumelées à l'école primaire d'Ollombo, district d'Ollombo, département des Plateaux au profit du Ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation.

2. Le Gouvernement de la République du CONGO par l'entremise du Ministère de l'Economie, des Finances, du Plan, du Portefeuille Public et de l'Intégration (MEFPPPI) a chargé le Projet d'Urgence de Relance et d'Appui aux Communautés (PURAC) pour la mise en œuvre desdits travaux.

3. Dans le cadre de la mission qui lui est confiée, le PURAC sollicite des offres sous plis fermé de la part des candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour réaliser lesdits travaux.

Le délai d'exécution des travaux est de sept (07) mois à compter de la date de démarrage des travaux.

4. Le Dossier d'Appel d'Offres peut – être consulté pendant les heures ouvrables de 9 heures à 16 heures et peut être acheté moyennant un montant non remboursable de cent cinquante mille (150 000) Francs FCFA auprès du PURAC à l'adresse ci-dessous citée. Le paiement devra être effectué en espèce ou par chèque au PURAC.

5. Le processus de sélection se déroulera conformément aux procédures en vigueur au PURAC.

6. Les offres doivent être présentées en cinq (5) exemplaires dont un (1) original et quatre (4) copies, et être déposées contre récépissé au Secrétariat de l'Unité de Coordina-

tion et d'Exécution du Projet (UCEP) au PURAC au plus tard le vendredi 28 février 2014 à 12 heures précises et devront porter la mention : APPEL D'OFFRES NATIONAL N° 007T/MEFPPPI-CAB/CGFPPTTE/PURAC-UCEP-SPM/14 à l'adresse ci-après :

PROJET D'URGENCE DE RELANCE ET D'APPUI AUX COMMUNAUTES (PURAC)
UNITE DE COORDINATION ET D'EXECUTION DU PROJET (UCEP)

SECTION PASSATION DES MARCHES

Bâtiment du Ministère de l'Economie, des Finances, du Plan, du Portefeuille Public et de l'Intégration (MEFPPPI), 4ème étage ;

BP : 2074, Tél : 841 34 36 ;

E-mail : projet_purac@yahoo.fr

Ville : Brazzaville, Pays: République du Congo

Les offres devront être valides pour une période de 120 jours suivant la date limite de dépôt des offres et doivent être accompagnées d'une garantie de soumission de cinq millions (5 000 000) FCFA délivrée par une banque commerciale agréée ou d'un chèque certifié. Les offres reçues après le délai fixé ci-dessus seront rejetées.

7. L'ouverture des plis sera effectuée dans la salle de conférence du PURAC à l'adresse mentionnée ci-dessus, le vendredi 28 février 2014 à 13 heures précises en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés qui souhaitent y être présents.

NB : Les entreprises adjudicataires de deux (02) marchés et plus concernant les travaux de construction des logements, bâtiments et CSI dans les départements du Congo ne sont autorisées à soumissionner.

Le Directeur de Cabinet par intérim,

Eugène ONDZAMBE-NGOYI

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES, DU PLAN, PORTEFEUILLE
PUBLIC ET DE L'INTEGRATION (MEFPPPI)
CABINET
COMITE DE GESTION DES FONDS PPTTE (CGFPPTTE)
PROJET D'URGENCE DE RELANCE ET D'APPUI AUX COMMUNAUTES (PURAC)
UNITE DE COORDINATION ET D'EXECUTION DU PROJET (UCEP)
Financement Budget de l'Etat – Fonds PPTTE
BP : 2074-Brazzaville, Tél : (+242) 841 34 36 ; E-mail : projet_purac@yahoo.fr;
Site du MEFPPPI : www.mfbpp.cg.org

Appel d'Offres National N°008 T/MEFPPPI-CAB/CGFPPTTE/PURAC-UCEP-SPM/14.

«Travaux de construction de deux (02) bâtiments de trois salles de classe à l'école primaire d'Ollombo, district d'Ollombo, département des Plateaux».

Date : 20 janvier 2014

1. Le Gouvernement de la République du CONGO a prévu dans son budget au titre de l'exercice 2014, un financement sur Fonds PPTTE les travaux de construction des infrastructures scolaires sur le territoire de la République du Congo. Une partie de ces fonds sera utilisée pour effectuer les paiements prévus au titre d'exécution des travaux de construction de deux (02) bâtiments de trois salles de classe à l'école primaire d'Ollombo, district d'Ollombo, département des Plateaux au profit du Ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation.

2. Le Gouvernement de la République du CONGO par l'entremise du Ministère de l'Economie, des Finances, du Plan, du Portefeuille Public et de l'Intégration (MEFPPPI) a chargé le Projet d'Urgence de Relance et d'Appui aux Communautés (PURAC) pour la mise en œuvre desdits travaux.

3. Dans le cadre de la mission qui lui est confiée, le PURAC sollicite des offres sous plis fermé de la part des candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour réaliser lesdits travaux.

Le délai d'exécution des travaux est de sept (07) mois à compter de la date de démarrage des travaux.

4. Le Dossier d'Appel d'Offres peut – être consulté pendant les heures ouvrables de 9 heures à 16 heures et peut être acheté moyennant un montant non remboursable de cent cinquante mille (150 000) Francs FCFA auprès du PURAC à l'adresse ci-dessous citée. Le paiement devra être effectué en espèce ou par chèque au PURAC.

5. Le processus de sélection se déroulera conformément aux procédures en vigueur au PURAC.

6. Les offres doivent être présentées en cinq (5) exemplaires dont un (1) original et quatre (4)

copies, et être déposées contre récépissé au Secrétariat de l'Unité de Coordination et d'Exécution du Projet (UCEP) au PURAC au plus tard le vendredi 28 février 2014 à 12 heures précises et devront porter la mention : APPEL D'OFFRES NATIONAL N° 008T/MEFPPPI-CAB/CGFPPTTE/PURAC-UCEP-SPM/14 à l'adresse ci-après :

PROJET D'URGENCE DE RELANCE ET D'APPUI AUX COMMUNAUTES (PURAC)
UNITE DE COORDINATION ET D'EXECUTION DU PROJET (UCEP)

SECTION PASSATION DES MARCHES

Bâtiment du Ministère de l'Economie, des Finances, du Plan, du Portefeuille Public et de l'Intégration (MEFPPPI), 4ème étage ;

BP : 2074, Tél : 841 34 36 ;

E-mail : projet_purac@yahoo.fr

Ville : Brazzaville, Pays: République du Congo

Les offres devront être valides pour une période de 120 jours suivant la date limite de dépôt des offres et doivent être accompagnées d'une garantie de soumission de cinq millions (5 000 000) FCFA délivrée par une banque commerciale agréée ou d'un chèque certifié. Les offres reçues après le délai fixé ci-dessus seront rejetées.

7. L'ouverture des plis sera effectuée dans la salle de conférence du PURAC à l'adresse mentionnée ci-dessus, le vendredi 28 février 2014 à 13 heures précises en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés qui souhaitent y être présents.

NB : Les entreprises adjudicataires de deux (02) marchés et plus concernant les travaux de construction des logements, bâtiments et CSI dans les départements du Congo ne sont autorisées à soumissionner.

Le Directeur de Cabinet par intérim,

Eugène ONDZAMBE-NGOYI

PÊCHE

1 000 étangs pour une projection de 10 000 tonnes de poisson

Tel est le leitmotiv du ministère de la Pêche et de l'Aquaculture ayant pour objectif l'augmentation de l'offre halieutique. L'accent sera mis particulièrement sur la territorialisation de cette offre. L'État devrait-t-il jouer le rôle de régulateur et d'incitateur pour y parvenir ?

Le chef du département, Bernard Tchimbambelela, l'a énoncé le 25 janvier à Brazzaville, au cours de la traditionnelle cérémonie d'échange de vœux aux personnels sous sa tutelle. À cet effet, il a indiqué que pour l'opérationnalisation de cette initiative, chaque département devrait produire 10 000 tonnes de poisson par an. «*Au moins 1 000 étangs de 25 ares, soit 250 ha en vue de satisfaire le marché local ; et une station piscicole par entité administrative pour l'appui technique, la formation des aquaculteurs et la mise à leur disposition des intrants aquacoles à des coûts accessibles*», a expliqué le ministre. Pour la mise en œuvre de ce chantier, le département commencera cette année par dix départements: Brazzaville, Kouilou, Niari, Bouenza, Lékoumou, Pool, Plateaux, Cuvette, Cuvette-Ouest et Sangha. L'action se poursuivra dans les autres départements et sera renforcée par les partenaires au développement. L'État devrait créer des conditions bénéfiques à l'initiative privée.

De nombreux défis à relever pour 2014!

Ce ministère prévoit la production d'intrants aquacoles, le renforcement des capacités humaines et techniques et des capacités de surveillance du territoire marin et fluvial; l'intensification de l'appui aux communautés de pêche, la



Poignée de main avec l'un de ses partenaires. (© Adiac)

poursuite de la modernisation de la pêche et du renforcement du cadre institutionnel et juridique, et l'installation de la chaîne du froid. «*Volonté, unité, engagement, tel est le tryptique qui doit concourir à l'atteinte de nos objectifs. De plus, il nous faut davantage lutter contre les antivaleurs économiques que sont la paresse, le non-travail, l'indolence, l'apathie, l'aboulie*», a exhorté Bernard Tchimbambelela, s'adressant à ses collaborateurs.

L'aquaculture, un secteur d'avenir S'agissant de l'aquaculture, le ministère s'engage à maîtriser les fondamentaux. Il s'agit de produire des aliments pour poisson performants et accessibles, des alevins de qualité, et d'assurer ra-

tionnellement la gestion technique des étangs.

Durant cette année, les actions à mener porteront sur la construc-

gué. Il est aussi indiqué l'achat de machines de fabrication d'aliments et l'élevage de poissons en cage flottantes dans trois dé-

«Ce vaste programme nécessite des ressources humaines sur les lieux des projets. Nous avons ainsi décidé d'affecter la plupart des cadres et agents de l'administration centrale dans les départements afin de gérer les projets et d'encadrer les pêcheurs et les pisciculteurs»

tion du centre d'alevinage et de production d'aliments de la Tsiémé, d'une éclosierie moderne, de stations piscicoles domaniales (et réhabiliter celles qui peuvent l'être), du centre intégré de pêche et d'aquaculture de Manguen-

partements.

En matière de pêche continentale, le département entrevoit la construction d'un marché moderne de poisson à Bokouélé et d'un bâtiment technique d'unités modernes de fumage de poisson

prévue aussi à Mossaka. On peut aussi citer l'aménagement des zones de pêche, particulièrement celles dont les plans d'eau sont envahis par les herbes aquatiques et la mise en place d'une chaîne de valeur afin de disposer de produits de qualité appréciable et de réguler le marché de poisson, etc. Quant à la pêche maritime, des actions sont envisagées, telles le renforcement du système de positionnement et de suivi des navires par satellite, la poursuite des travaux d'aménagement du site du futur complexe de pêche maritime artisanale, la réfection et l'équipement du laboratoire microbiologique et chimique ainsi qu'un autre d'analyse sensorielle à Pointe-Noire. Cependant, pour parvenir à rendre concrètes toutes ces actions, les compétences du capital humain ainsi que les conditions de travail doivent suivre. Dans cette optique, le ministère mettra un accent particulier sur le renforcement des capacités institutionnelles et la formation et le renforcement des capacités du personnel. «*Dans le cadre de la municipalisation accélérée du département de la Lékoumou, nous nous sommes engagé à construire, à Sibiti, le bâtiment administratif de la direction départementale et le logement de son directeur*», a déclaré le chef du département. «*Ce vaste programme nécessite des ressources humaines sur les lieux des projets. Nous avons ainsi décidé d'affecter la plupart des cadres et agents de l'administration centrale dans les départements afin de gérer les projets et d'encadrer les pêcheurs et les pisciculteurs*», a-t-il conclu.

Nancy-France Loutoumba

ONGUIA / CUVETTE-OUEST

Le Centre de santé intégré reçoit un don des Rotariens

Le don a été remis au président du conseil départemental de la Cuvette-Ouest, Richard Eteni, en présence du député de la circonscription d'Okoyo, Jean-Daniel Ovaga, et de la sénatrice Victoire Golengo.

Constitué de lits d'hospitalisation, d'accouchement, de moustiquaires imprégnées et de produits pharmaceutiques, ce don répond à l'engagement pris par tous les clubs rotariens de Brazzaville de résoudre le problème sanitaire dans ce village d'Onguia. «*Quand nous sommes venus ici il y a un an, le conseil départemental venait de construire ce joli bâtiment. Le conseil a fait sa part de travail, et avant que l'État n'intervienne pour reconnaître ce centre de santé intégré (CSI) comme étant une structure gérée par lui, il y avait un vide. Nous avons donc pris l'engagement devant les populations d'Onguia de revenir ici en es-*

sayant d'apporter la solution qu'il faut», a déclaré Nestor Oyoukou.

En effet, il fallait des lits parce que les salles étaient vides, même le lit d'accouchement était en gravats, et la consultation se faisait à la limite par terre. En outre, il n'y avait pratiquement pas de médicaments. Promesse tenue, les clubs de Brazzaville ont équipé les salles du CSI d'Onguia en lits, matelas et moustiquaires imprégnées. Dorénavant, le CSI d'Onguia a un lit d'accouchement de même que les médicaments devant permettre à l'infirmier de pouvoir administrer des soins aux patients.

D'où proviennent ces lits?

Devant le désarroi des habitants d'Onguia, les responsables des clubs Rotary de Brazzaville, qui avaient pris l'engagement de secourir ces habitants et constatant qu'au centre hospitalier universitaire (CHU) de Brazzaville il y avait des lits qui étaient déclas-



La cérémonie de remise de dons

sés, entreposés, ils ont demandé aux responsables de cette structure de leur donner ces lits déclassés pour les rénover et les envoyer au CSI d'Onguia. Ce qui fut fait. D'ailleurs, cette situation

a créé un déclic, parce que dorénavant le directeur du CHU a pris la résolution de rénover les lits endommagés pour les réintégrer dans le CHU et non les jeter. Nestor Oyoukou, qui espère que

ce n'est pas le dernier projet, a remercié le député d'Okoyo qui les a aidés à acheminer tous les matériels à Onguia.

Recevant le matériel, le président du conseil départemental de la Cuvette-Ouest a déclaré que ce geste montrait bien que c'est une année formidable qui s'annonce. «*Nous vous remercions une fois de plus énormément et nous croyons que vous serez toujours des nôtres, parce qu'il y a d'autres projections qui se font. Cela dépendra de votre disponibilité. Nous en parlerons avec le député.*» Puis il a remis le précieux cadeau au président du comité du village d'Onguia qui a été un acteur important dans la réalisation de tout cela.

Bien auparavant, une cérémonie d'échange des vœux de Nouvel An avait eu lieu entre le député d'Okoyo, Jean-Daniel Ovaga, la sénatrice Victoire Golengo et les populations de la sous-préfecture d'Okoyo.

Guillaume Ondzé

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES, DU PLAN, PORTEFEUILLE
PUBLIC ET DE L'INTEGRATION (MEFPPPI)
CABINET
COMITE DE GESTION DES FONDS PPTTE (CGFPPTTE)
PROJET D'URGENCE DE RELANCE ET D'APPUI AUX COMMUNAUTES (PURAC)
UNITE DE COORDINATION ET D'EXECUTION DU PROJET (UCEP)
Financement Budget de l'Etat – Fonds PPTTE
BP : 2074-Brazzaville, Tél : (+242) 841 34 36 ; E-mail : projet_purac@yahoo.fr;
Site du MEFPPPI : www.mfbpp.cg.org

Appel d'Offres National N°009 T/MEFPPPI-CAB/CGFPPTTE/PURAC-UCEP-SPM/14.

«Travaux de construction d'un (01) logement de trois pièces jumelées à l'école primaire de Boniala dans le district de Mossaka, département de la Cuvette».

Date : 20 janvier 2014

1. Le Gouvernement de la République du CONGO a prévu dans son budget au titre de l'exercice 2014, un financement sur Fonds PPTTE les travaux de construction des infrastructures scolaires sur le territoire de la République du Congo. Une partie de ces fonds sera utilisée pour effectuer les paiements prévus au titre d'exécution des travaux de construction d'un (01) logement de trois pièces jumelées à l'école primaire de Boniala dans le district de Mossaka, département de la Cuvette au profit du Ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation.

2. Le Gouvernement de la République du CONGO par l'entremise du Ministère de l'Economie, des Finances, du Plan, du Portefeuille Public et de l'Intégration (MEFPPPI) a chargé le Projet d'Urgence de Relance et d'Appui aux Communautés (PURAC) pour la mise en œuvre desdits travaux.

3. Dans le cadre de la mission qui lui est confiée, le PURAC sollicite des offres sous plis fermé de la part des candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour réaliser lesdits travaux.

Le délai d'exécution des travaux est de sept (07) mois à compter de la date de démarrage des travaux.

4. Le Dossier d'Appel d'Offres peut – être consulté pendant les heures ouvrables de 9 heures à 16 heures et peut être acheté moyennant un montant non remboursable de cent cinquante mille (150 000) Francs FCFA auprès du PURAC à l'adresse ci-dessous citée. Le paiement devra être effectué en espèce ou par chèque au PURAC.

5. Le processus de sélection se déroulera conformément aux procédures en vigueur au PURAC.

6. Les offres doivent être présentées en cinq (5) exemplaires dont un (1) original et quatre (4) copies, et être déposées contre récépissé au Secrétariat de l'Unité de Coordination et d'Exécution du Projet (UCEP) au PURAC au plus tard le vendredi 28 février 2014 à 12 heures précises et devront porter la mention : APPEL D'OFFRES NATIONAL N° 009T/MEFPPPI-CAB/CGFPPTTE/PURAC-UCEP-SPM/14 à l'adresse ci-après :

PROJET D'URGENCE DE RELANCE ET D'APPUI AUX COMMUNAUTES (PURAC)
UNITE DE COORDINATION ET D'EXECUTION DU PROJET (UCEP)
SECTION PASSATION DES MARCHES

Bâtiment du Ministère de l'Economie, des Finances, du Plan, du Portefeuille Public et de l'Intégration (MEFPPPI), 4ème étage ;
BP : 2074, Tél : 841 34 36 ;
E-mail : projet_purac@yahoo.fr

Ville : Brazzaville, Pays: République du Congo

Les offres devront être valides pour une période de 120 jours suivant la date limite de dépôt des offres et doivent être accompagnées d'une garantie de soumission de cinq millions (5 000 000) FCFA délivrée par une banque commerciale agréée ou d'un chèque certifié. Les offres reçues après le délai fixé ci-dessus seront rejetées.

7. L'ouverture des plis sera effectuée dans la salle de conférence du PURAC à l'adresse mentionnée ci-dessus, le vendredi 28 février 2014 à 13 heures précises en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés qui souhaitent y être présents.

NB : Les entreprises adjudicataires de deux (02) marchés et plus concernant les travaux de construction des logements, bâtiments et CSI dans les départements du Congo ne sont autorisées à soumissionner.

Le Directeur de Cabinet par intérim,

Eugène ONDZAMBE-NGOYI

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES, DU PLAN, PORTEFEUILLE
PUBLIC ET DE L'INTEGRATION (MEFPPPI)
CABINET
COMITE DE GESTION DES FONDS PPTTE (CGFPPTTE)
PROJET D'URGENCE DE RELANCE ET D'APPUI AUX COMMUNAUTES (PURAC)
UNITE DE COORDINATION ET D'EXECUTION DU PROJET (UCEP)
Financement Budget de l'Etat – Fonds PPTTE
BP : 2074-Brazzaville, Tél : (+242) 841 34 36 ; E-mail : projet_purac@yahoo.fr;
Site du MEFPPPI : www.mfbpp.cg.org

Appel d'Offres National N°010 T/MEFPPPI-CAB/CGFPPTTE/PURAC-UCEP-SPM/14.

«Travaux de construction d'un (01) logement de trois pièces jumelées pour le CSI à PMAE (paquet minimum d'activités élargies) de Ngoko dans le district de Ngoko, département de la Cuvette».

Date : 20 janvier 2014

1. Le Gouvernement de la République du CONGO a prévu dans son budget au titre de l'exercice 2014, un financement sur Fonds PPTTE les travaux de construction des infrastructures scolaires sur le territoire de la République du Congo. Une partie de ces fonds sera utilisée pour effectuer les paiements prévus au titre d'exécution des travaux de construction d'un (01) logement de trois pièces jumelées pour le CSI à PMAE de Ngoko dans le district de Ngoko, département de la Cuvette au profit du Ministère des affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité.

2. Le Gouvernement de la République du CONGO par l'entremise du Ministère de l'Economie, des Finances, du Plan, du Portefeuille Public et de l'Intégration (MEFPPPI) a chargé le Projet d'Urgence de Relance et d'Appui aux Communautés (PURAC) pour la mise en œuvre desdits travaux.

3. Dans le cadre de la mission qui lui est confiée, le PURAC sollicite des offres sous plis fermé de la part des candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour réaliser lesdits travaux.

Le délai d'exécution des travaux est de sept (07) mois à compter de la date de démarrage des travaux.

4. Le Dossier d'Appel d'Offres peut – être consulté pendant les heures ouvrables de 9 heures à 16 heures et peut être acheté moyennant un montant non remboursable de cent cinquante mille (150 000) Francs FCFA auprès du PURAC à l'adresse ci-dessous citée. Le paiement devra être effectué en espèce ou par chèque au PURAC.

5. Le processus de sélection se déroulera conformément aux procédures en vigueur au PURAC.

6. Les offres doivent être présentées en cinq (5) exemplaires dont un (1) original et quatre (4) copies, et être déposées contre récépissé au Secrétariat de l'Unité de Coordination et d'Exécution du Projet (UCEP) au PURAC au plus tard le vendredi 28 février 2014 à 12 heures précises et devront porter la mention : APPEL D'OFFRES NATIONAL N° 010T/MEFPPPI-CAB/CGFPPTTE/PURAC-UCEP-SPM/14 à l'adresse ci-après :

PROJET D'URGENCE DE RELANCE ET D'APPUI AUX COMMUNAUTES (PURAC)
UNITE DE COORDINATION ET D'EXECUTION DU PROJET (UCEP)
SECTION PASSATION DES MARCHES

Bâtiment du Ministère de l'Economie, des Finances, du Plan, du Portefeuille Public et de l'Intégration (MEFPPPI), 4ème étage ;
BP : 2074, Tél : 841 34 36 ;
E-mail : projet_purac@yahoo.fr

Ville : Brazzaville, Pays: République du Congo

Les offres devront être valides pour une période de 120 jours suivant la date limite de dépôt des offres et doivent être accompagnées d'une garantie de soumission de cinq millions (5 000 000) FCFA délivrée par une banque commerciale agréée ou d'un chèque certifié. Les offres reçues après le délai fixé ci-dessus seront rejetées.

7. L'ouverture des plis sera effectuée dans la salle de conférence du PURAC à l'adresse mentionnée ci-dessus, le vendredi 28 février 2014 à 13 heures précises en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés qui souhaitent y être présents.

NB : Les entreprises adjudicataires de deux (02) marchés et plus concernant les travaux de construction des logements, bâtiments et CSI dans les départements du Congo ne sont autorisées à soumissionner.

Le Directeur de Cabinet par intérim,

Eugène ONDZAMBE-NGOYI

POLICE NATIONALE

Les agents sensibilisés à certains traumatismes

Dans le cadre de l'accompagnement psychologique, l'ONG SOS femmes Elikia présidée par Annie Ndengué, a organisé, le 24 janvier à Brazzaville, une journée de sensibilisation en faveur des agents de ce corps de la Force publique.

«Approche des reflets traumatiques et travail sur les charges émotionnelles en situation des missions de terrain» a été le thème de cette session qui a connu une participation massive des policiers, notamment ceux œuvrant dans les unités d'intervention. Dans son exposé, le psychologue Malela Michel a rappelé que la sécurisation des biens et des personnes, était une mission noble, mais exposant, en même temps, les acteurs à des situations plutôt difficiles. «Elle peut produire soit une mort naturelle, soit évidemment une menace de mort c'est-à-dire au moment où vous êtes appelés à exercer une mission sur le terrain. Plusieurs questions vous traversent l'esprit : vais-je revenir vivant pour voir mes enfants ? Pourquoi ai-je été choisi ? Pourquoi toujours moi?», a-t-il expliqué, précisant que ces choses percutaient le psychisme



Les participants à la journée de sensibilisation

de l'homme. «Lorsqu'on est confronté à ce genre de questionnements, a poursuivi le psychologue, on peut soit être déstabilisé soit aller chercher la force mentale nécessaire qui fera que l'on puisse accepter de faire une mission.» Michel Malela est également revenu sur la démarche qu'il avait choisie intentionnellement, de savoir les mots clés qui font penser aux policiers quand ils sont en situation de mission. «Ces mots clés font penser à d'éventuels risques de trau-

matismes. Tout cela fait partie du registre des traumatismes. Donc plusieurs traumatismes font que l'on arrive à une charge émotionnelle. Même s'ils sont les agents de police, ce sont d'abord des humains, et donc ils ont un foyer d'émotions et de sentiments qui peuvent faire qu'ils aient des vies néfastes», a-t-il conclu. S'exprimant au nom de la présidente empêchée, Lydia Batchy, le psychologue Malela Michel a rappelé que l'accomplissement des

lourdes missions de maintien de l'ordre, de sécurité et de paix, exposait parfois les policiers à divers risques capables d'entraver le cours de leurs vies. «Cette sensibilisation s'inscrivait dans le cadre d'une prise de conscience des pathologies psychologiques que peut engendrer le noble et précieux métier de policier et la possibilité d'une thérapie capable de restaurer une vie affectée ; ainsi que l'assurance d'exercer la profession dans le strict respect de l'éthique et

de la déontologie professionnelle. Je vous exhorte à davantage d'attention perceptible lors de cette séance, qui à coup sûr, apportera un savoir de plus à votre bagage professionnel», a invité la vice-présidente de SOS Femmes Elikia, Lydia Batchy.

Considérant la police comme l'un de ses partenaires, l'association a appuyé sa démarche à travers certains événements vécus dans le pays, notamment le drame du 4 mars 2012 et les affrontements sanglants du 16 décembre dernier à Brazzaville, où l'on a enregistré des blessés graves et des morts. D'après elle, dans l'organisation de la police, il n'y a pas cette prise en charge.

Le représentant du directeur général de la police, le colonel Martin Malela, s'est quant à lui, félicité de l'initiative de SOS Femmes Elikia. «Pour notre part, nous notons que cette sensibilisation est la bienvenue parce que nous sommes souvent confrontés à des situations périlleuses. C'est à juste titre que cette ONG a choisi de nous sensibiliser sur la question afin de contribuer à l'amélioration de notre santé mentale», a-t-il reconnu.

Parfait Wilfried Douniama

FORCES ARMÉES CONGOLAISES

La modernisation est à l'ordre du jour en 2014

Le chef d'état-major général, Guy-Blanchard Okoi, a indiqué, le 24 janvier à Brazzaville, à la faveur des échanges des vœux avec le personnel de l'état-major, qu'il est question de poursuivre la modernisation des forces armées congolaises.

Il sera aussi question d'organiser avec succès l'exercice multinational Loango 2014 et le championnat militaire africain de basket ball, d'améliorer les prestations et les conditions de vie de la troupe, notamment du contingent congolais de la Misca. Aux officiers gé-

neraux, officiers, sous-officiers, officiers mariniers, aviateurs, militaires du rang, femme et hommes d'équipage ainsi le personnel civil à l'armée, il a été demandé de rendre effective la conduite de l'instruction et de la formation dans les structures et unités. Ils doivent également adapter les programmes de formation aux objectifs des forces armées congolaises ainsi que poursuivre la vulgarisation de l'éthique et de l'éducation morale. Ces responsables des forces armées congolaises doivent poursuivre la vulga-

risation des lois et règlements, c'est-à-dire la maîtrise des textes et de la réglementation. «La discipline, comme il nous l'a été dit à la formation commune de base, fait la force principale des armées. L'observance des règlements nous commande d'abord, et cela sans distinction de niveau de responsabilité, de bannir de nos comportements quotidiens, les actes susceptibles de ternir notre image», rappelle le général Guy-Blanchard Okoi.

Le commandement des écoles doit suivre et d'évaluer en perma-

des budgets accordés aux forces armées congolaises pour 2014, plus élevés que ceux qui ont été votés ces dernières années, l'espoir de faire un pas supplémentaire vers l'avant est permis.»

Le chef d'état-major général des forces armées congolaises s'est encore souvenu du transfert d'autorité, récemment, entre la mission de consolidation de la paix en République centrafricaine (Mico-pax) et celle de soutien au même pays sous l'égide de l'union africaine (Misca). Par ailleurs, dans le cadre du renforcement de la sécurité dans la sous-région, il est prévu l'organisation par le Congo à Brazzaville du 4 au 6 février 2014, la quatorzième Commission de défense et de sécurité du conseil de paix et de sécurité de l'Afrique centrale. Le général Guy-Blanchard Okoi l'a commenté en ces termes : «Ce rendez-vous majeur avec nos frères d'armes de la sous-région doit être l'occasion de renforcer davantage nos relations de fraternité d'armes.»

Il est également prévu au courant de la même année des séminaires des chefs d'état-major adjoints des armées, des chefs d'état-major interarmés des zones militaires de défense, des chefs d'état-major des régions militaires et des chefs de corps, l'ouverture de l'année d'instruction 2014 et le séminaire pédagogique.

Fortuné Ibara

VIE ASSOCIATIVE

La Caresco distribue du matériel aux groupements agricoles

La Coordination des Associations et réseaux de la société civile du Congo (Caresco), section Pool, a offert, le 26 janvier, des motopompes aux groupements agricoles de Mbanza-Nkaka.

«Destiné à soulager la pénibilité du travail d'arrosage au niveau de ces entités, ce matériel contribuera également à accroître la productivité dans ces structures appelées à occuper les jeunes dans le maraîchage», a précisé le président de l'ONG, Arnold Mathat-Louhouadi.



Le président de la Caresco remet un échantillon des motopompes au chef du village

L'ancien président de la Mutuelle Amis Debout pour le Développement Rural (MADDR), qui était accompagné des responsables des groupements d'autres localités, a profité de ces retrouvailles pour lancer un appel à tous les jeunes désœuvrés afin qu'ils s'intéressent au travail agricole et soumettent leurs projets à la Caresco qui entend les accompagner. Il a également profité de ce moment pour recommander aux membres de ces entités, de les structurer convenablement car, a-t-il souligné, «elles peuvent à tout moment bénéficier des aides de la part aussi bien des pouvoirs publics que des organismes internationaux, comme la FAO». Et de poursuivre: «Il s'agit de réhabiliter le projet fruitier de cette zone, qui autrefois, faisait la fierté du département.»

Réceptionnant les motopompes, le secrétaire général de la MADDR, Jean-Baptiste Bouasongo, n'a pas manqué de traduire sa satisfaction. «Ce geste est venu reconforter et remonter le moral des jeunes car la pratique artisanale est très difficile. Or l'acquisition de ces motopompes est un soulagement», a-t-il soutenu.

Quant au chef du village, David Nkounkou, il a pour sa part loué cette initiative de la Caresco, qui, a-t-il souligné, «poussera les autres jeunes inactifs à intégrer massivement les groupements agricoles en vue d'une grande productivité».

Jean Jacques Koubemba

«La discipline, comme il nous l'a été dit à la formation commune de base, fait la force principale des armées. L'observance des règlements nous commande d'abord, et cela sans distinction de niveau de responsabilité, de bannir de nos comportements quotidiens, les actes susceptibles de ternir notre image»

neraux, officiers, sous-officiers, officiers mariniers, aviateurs, militaires du rang, femme et hommes d'équipage ainsi le personnel civil à l'armée, il a été demandé de rendre effective la conduite de l'instruction et de la formation dans les structures et unités. Ils doivent également adapter les programmes de formation aux objectifs des forces armées congolaises ainsi que poursuivre la vulgarisation de l'éthique et de l'éducation morale. Ces responsables des forces armées congolaises doivent poursuivre la vulga-

nence ses personnels sur la base d'un référentiel commun du processus de formation-instruction. «Une attention doit être portée quotidiennement à la maîtrise des ressources humaines, matérielles et financières ainsi qu'aux actes qui contribuent au renforcement des capacités militaires et éthiques des personnels», a-t-il indiqué. L'engagement, la détermination, les conditions de vie et de travail de la troupe sont d'emblée à saluer. Par ailleurs, le chef d'état-major général des forces armées congolaises insiste en indiquant: «Au regard



Assurances et Réassurances du Congo



40^{ème} ANNIVERSAIRE 1973 - 2013



Soyez rassurés, vous êtes bien assurés

Assurances et Réassurances du Congo
A Brazzaville : 222 01 40 67 - A Pointe-Noire : 222 34 12 00 - Et chez tous nos agents généraux

Entreprise régie par le code CIMA

40 ans d'Assurance d'Expérience d'Investissements dans l'économie congolaise

Soyons fiers de ce que nous avons bâti ensemble

Tél. : (242) 22 281 53 89 / 22 281 40 67 www.arc-congo.cg



BUROTOP IRIS



www.burotop.com

Ordinateur de bureau DELL

- Processeur Intel Dual Core à 2.9 GHz
- Mémoire RAM à 4 Go
- Disque dur à 500 Go
- Ecran plat 20"
- Garantie 1 an



+ Onduleur EMERSON LIEBERT de 650 VA





+ Multiprises APC



+ Imprimante HP 2516 Multifonction couleur

399.000 FCFA * HT

Cette offre est Hors taxes et réservée aux particuliers, dans la limite de 1 pièce par personne. Le paiement doit se faire CASH et aucune remise ne pourra être accordée.

BRAZZAVILLE: 4 Avenue FOCH, Centre ville - Tel: 05 5777 888 - 06 669 60 60
POINTE-NOIRE: Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassaï - Tel: 04 453 53 53 - 06 958 87 88



BUROTOP IRIS

www.burotop.com



GOLD PARTNER

Ordinateur portable HP COMPAQ

- Processeur Intel Dual Core à 2.4 GHz
- Mémoire RAM 4 Go
- Disque dur de 500 Go
- Ecran panoramique 15.6"
- Garantie 1 an



+ 1 sac offert



225.000 FCFA * HT

Prix HT, paiement au comptant, ne concerne pas les clients à terme, dans la limite de 1 pièce par client.

BRAZZAVILLE: 4 Avenue FOCH, Centre ville - Tel: 05 5777 888 - 06 669 60 60
POINTE-NOIRE: Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassaï - Tel: 04 453 53 53 - 06 958 87 88



HSIET CONGO DEVELOPPEMENT

Tel: 06 699 3688 / 06 600 8865, Adr: 1593 Avenue 3 Martyrs Batignolles Brazzaville, arrêt bus papa gaz



1 400 000F TTC



23 500 000F TTC



2 000 000F TTC



32 900 000F HT



41.200 000F HT

Tracteur HOWO 375CV Avec Remorque conteneur



AMICO Télécom

Fournisseur d'accès Internet

Installez l'internet + un routeur Wifi à

149,000 FCFA gagnez 1 mois gratuit de connexion haut débit de 512 Kbps.

Direction Général Immeuble CNSS / 1er étage Brazzaville - Congo

Tel: 05 545 07 60 / 06 950 53 02 / 06 888 81 81 / 01 888 81 81

Email: Support@amc-telecom.com

22^e SOMMET DE L'UA

La suspension de Madagascar levée

Cette levée de la suspension est intervenue hier matin, peu avant l'ouverture de la 24^e session ordinaire du Conseil exécutif qui réunit les ministres des Affaires étrangères, en prélude au 22^e sommet des chefs d'État prévu jeudi et vendredi à Addis-Abeba. La suspension de Madagascar faisait suite à l'élection du président Hery Rajoanarimampianina, d'ailleurs invité au sommet, a appris Xinhua d'une source malgache.

La Grande île de l'océan Indien, qui vient de se désigner un nouveau chef d'État en décembre, avait été suspendue conformément aux statuts de l'organisation panafricaine après le coup d'État mené en mars 2009 à Antananarivo par Andry Rajoelina, ex-maire de la capitale, contre le pouvoir de Marc Ravalomanana, en exil en Afrique du Sud. Opposé à Jean-Louis Robinson, le candidat soutenu par le prési-

dent déchu, Hery Rajoanarimampianina, pour sa part adoubé par Rajoelina, a été élu au terme d'un scrutin jugé transparent et crédible par la communauté internationale, mais contesté dans un premier temps par son rival qui a fini par concéder sa défaite.

Décidée deux jours après l'investiture du nouveau dirigeant samedi, la suspension de Madagascar comme membre de l'UA, au motif de « changement anti-constitutionnel », a été levée lundi matin lors d'une réunion spéciale du Conseil de paix et de sécurité (CPS) de cette organisation continentale, a révélé à Xinhua un diplomate malgache présent à Addis-Abeba.

Rajoanarimampianina a été de facto invité par ses pairs à participer au prochain sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'organisation panafricaine, jeudi et vendredi dans la capitale éthiopienne. «Le président est là», s'est aussitôt réjoui le diplo-

mate malgache.

La nouvelle présidente de la transition centrafricaine Catherine Samba-Panza, élue la semaine dernière par le Conseil national de transition (CNT, Parlement provisoire), ne bénéficiera pas quant à elle de ce privilège, aucune invitation ne lui ayant été adressée.

Également suspendue depuis la prise du pouvoir par les armes de Michel Djotodia, le président de la transition démissionnaire, et son ex-alliance rebelle de la Séléka, la République centrafricaine (RCA) reste visiblement sous le coup de la sanction. «La nouvelle présidente centrafricaine aurait dû aussi être invitée», a cependant regretté un observateur.

Précédé comme à l'accoutumée par la réunion des ministres des Affaires étrangères, le 22^e sommet de l'UA se tient sur le thème «Agriculture et sécurité alimentaire».

Xinhua



Le président Hery Rajoanarimampianina

ÉTATS-UNIS/AFRIQUE

47 chefs d'État africains invités au sommet de Washington

Le président américain, Barack Obama, a invité les dirigeants du continent à prendre part à un sommet américano-africain qui se tiendra du 5 au 6 août prochain.

Cette rencontre a pour objectif de renforcer les liens avec l'une des régions les plus actives du monde, en mettant l'accent sur les objectifs de l'administration américaine en matière de commerce et d'investissement et sur son engagement vers la sécurité et la gouvernance démocratique sur le continent africain. Selon une annonce rendue publique le 21 janvier, les pays choisis sont ceux qui entretiennent de «bonnes relations avec les États-Unis» et dont les dirigeants seraient éventuellement les bienvenus au pays de l'oncle Sam. «Ce sommet fera progresser les objectifs de l'administration en matière de commerce et d'investissement en Afrique, et mettra en évidence l'engagement des États-Unis envers la sécurité de l'Afrique, le développement de la démocratie et de ses habitants», a déclaré le porte-parole de Barack Obama, Jay Carney. Il a, en outre, communiqué la liste des pays dont les dirigeants sont invités. Parmi les pays absents de cette liste, citons : le Zimbabwe, le Soudan, la Guinée Bissau, mais aussi l'Égypte et Madagascar. La République du Congo est également conviée à cette réunion, la première du genre après celle de l'Élysée qui s'est récemment tenue à Paris. La présidente de la commission de l'Union africaine, Nkosazana Dlamini-Zuma, est également conviée à Washington. En annonçant ce sommet lors d'un discours au Cap, il avait dit souhaiter «ouvrir un nouveau chapitre dans la relation entre les États-Unis et l'Afrique». «C'est une bonne chose que la Chine, l'Inde, la Turquie et d'autres pays, comme le Brésil, prêtent de plus en plus attention à l'Afrique. Il y a un marché mondial et, si les pays qui sont en train de devenir des pays à revenus moyens considèrent qu'il y a des opportunités pour eux en Afrique, cela peut potentiellement aider l'Afrique», avait-il assuré. Toujours lors de cette tournée, il avait invité les Africains à poser plus de questions aux investisseurs étrangers, estimant «important que les Africains s'assurent que ces interactions sont bonnes pour l'Afrique».

Le président américain effectua son premier voyage en Afrique noire au début de son premier mandat, avec un arrêt au Ghana. En 2010, il accueillit à la Maison Blanche plus d'une centaine de jeunes Africains lors d'un sommet informel. Au cours de cette rencontre, destinée à marquer le 50^e anniversaire de l'accession à l'indépendance de 17 pays d'Afrique subsaharienne, Barack Obama avait exhorté les jeunes Africains à implanter les principes démocratiques dans leurs pays.

Yvette Reine Nzaba

CROISSANCE

L'Afrique redevient économiquement attrayante

Les tournées des principaux leaders mondiaux en Afrique se succèdent. Investisseurs et institutions spécialisées croient de nouveau en l'Afrique.

Il y a des signes qui ne trompent pas : la succession des visites de leaders des principales économies mondiales, la multiplication des forums et réunions sur la croissance économique africaine annoncent bien un vent de renouveau. Non que l'Afrique ait jamais

qu'on accourt. Dans le regard des investisseurs, le continent redevient tout simplement attractif. En Italie, des économistes comme l'ancien Premier ministre Romano Prodi ont été parmi les premiers à annoncer qu'il y avait du frémissement dans l'air, que l'Afrique subsaharienne se remettait debout. Mais il y a quelques jours, une étude commandée à Francfort pour la Commerzbank a abouti à la même conclusion en Alle-

ment noir. «Avec une croissance de l'économie réelle de 5% en 2013 et probablement de 6% en 2014, la région se place au deuxième rang derrière l'Asie» au classement des zones les plus dynamiques, notait cette étude de la deuxième plus grande banque allemande.

Chinois et Japonais, qui se livrent par ailleurs une course de suprématie dans leur sous-région, n'ont pas attendu de lire dans le marc de café pour humer et prendre le sens du vent. Ils arrivent sur le continent, relancent ou consolident un partenariat qui a jusqu'ici connu plus de bas que de hauts. Tous y croient ! Pour le Japonais Shinzo Abe, les choses sont même d'une simplicité mathématique : la prospérité future du Japon dépendra de plus en plus de celle de l'Afrique. Pour la première venue d'un plénipotentiaire japonais sur le continent en huit ans, M. Shinzo Abe est venu en force.

Pas moins de 50 chefs d'entreprises l'ont accompagné au Mozambique, en Côte d'Ivoire et en Éthiopie au début de ce mois. Ce regain d'intérêt s'est noté alors que la partenaire asiatique de toujours en Afrique, la Chine, avait elle aussi décidé, au même moment, de faire prendre la direction de l'Afrique sub-saharienne à l'avion de son ministre des Affaires étrangères, Wang Yi. Éthiopie, Djibouti, Ghana et Sénégal ont été les pays visités. Et partout des projets de développement.

Lucien Mpama



L'ancien Premier ministre Romano Prodi

été absente des préoccupations mondiales, mais cette fois ce n'est pas au chevet d'un grand malade

magne. Elle notait que la crise financière mondiale n'avait eu qu'un impact limité sur le conti-

*Offre soumise à conditions

PROGRAMME **MBOTÉ****Mboté !**Vous faites partie
des privilégiés.

Triplez
vos miles
& **bénéficiez**
de nombreux avantages*

Offre
valable
Du 06 Janvier
au 31 mars
2014

MBOTE! Vos privilèges prennent de l'envol

À chaque voyage avec **ECAir**, triplez automatiquement vos miles et vos voyages, évoluez plus rapidement en catégorie et bénéficiez encore plus, des avantages et remises auprès de nos nombreux partenaires.

Il vous suffit de souscrire ou d'être déjà membre du Programme de Fidélité d'**ECAir**.



ECAir
Bienvenue chez vous.

www.flyecair.com ; contact : + 242 06 509 0 509 (Congo)
+ 33 01 78 77 78 77 (France) E-mail: relationclients@flyecair.com



COMITÉ EXÉCUTIF DE L'UNION AFRICAINE

Vent d'optimisme à l'ouverture de la vingt-quatrième session à Addis-Abeba

«De quelle Afrique voulons-nous, et comment devons-nous la construire ?» Telle est la question posée par la présidente de la Commission de l'Union africaine, le 27 janvier à Addis-Abeba, en Éthiopie, à l'ouverture de la vingt-quatrième session ordinaire du comité exécutif de l'Organisation panafricaine en présence des ministres des Affaires étrangères des pays membres

Pour le Dr Nkosazana Dlamani Zuma, comme pour deux autres personnalités intervenues à cette occasion, l'Afrique a les moyens de réaliser son développement en s'appuyant sur ses nombreuses ressources propres et en consolidant son unité.

Quel est le visage de l'Afrique en 2063 ?

La présidente de la Commission a indiqué que le comité exécutif, qui se réunit pour la première fois après la célébration l'année dernière des cinquante ans de l'UA et précède le sommet des chefs d'État les 30 et 31 janvier, devra poser les jalons des cinquante prochaines années pour l'Afrique. «Au cours de la présente session sera présenté l'Agenda 2063 que soutiendront de larges consultations nationales, chaque pays membre de l'organisation devant ensuite faire remonter ses contributions au niveau de la Commission», a-t-elle déclaré.

Dans le même temps, Nkosazana Dlamani Zuma a annoncé la levée de la suspension de Madagascar des instances de l'UA, après la tenue réussie de l'élection présidentielle et le retour à l'ordre constitutionnel. La Grande Île de l'océan Indien subissait la sanction depuis la destitution du président Marc Ravalomanana en 2009 par Andry Rajoelina. Développant son idée de l'Agenda 2063, la présidente de la Commission de l'UA a appelé à la mobilisation de toutes les énergies disponibles sur le continent :

société civile, églises, femmes, intellectuels, étudiants, mais aussi les Africains de la diaspora, pour mettre en œuvre ledit agenda. Il s'agit d'un ensemble de réflexions et d'engagements sur le devenir de l'Afrique le demi-siècle prochain. Le document-cadre sera soumis à l'approbation des chefs d'État.

Même si les grandes lignes de cet

L'agriculture africaine a été pendant longtemps négligée

Le prochain sommet des chefs d'État se tenant sur le thème de l'agriculture et de l'insécurité alimentaire, le secrétaire général adjoint de l'ONU et secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, Carlos Lopes, a dans son discours présenté la situation contrastée de l'Afrique

d'un milliard d'habitants chacun», a-t-il relevé, ajoutant que «l'agriculture africaine a été pendant longtemps négligée».

De ce constat peu reluisant, Carlos Lopes souligne néanmoins «quelques belles réussites» enregistrées sur le continent. Les exemples viennent notamment du Ghana, qui a réussi sa mécanisation de l'agriculture ; de l'Ou-

lusion faite aux rapports commerciaux déséquilibrés entre les pays développés et le continent.

Le lien paix et développement

Pour sa part, le président du comité exécutif de l'UA, Gabriel Trevos Adhanom, a longuement développé dans son intervention le rapport entre la paix et le développement. Il n'y a pas l'un sans l'autre, a-t-il commenté. Citant Nelson Mandela, dont la mémoire a été saluée par l'observation d'une minute de silence à l'ouverture de la session, l'intervenant a appelé au sens des responsabilités des dirigeants africains afin de prémunir leurs pays de conflits fratricides.

Il a évoqué les crises au Soudan du Sud et en Centrafrique, se félicitant tout de même de l'accord de cessez-le-feu intervenu entre les parties sud-soudanaises à qui il a demandé de respecter le texte et d'en faire bon usage. Il a également fait part de sa satisfaction suite à l'action de la Cédéac en Centrafrique ayant abouti à l'élection de la nouvelle présidente de transition, Catherine Samba-Panza. Trevos Adhanom a noté par ailleurs que les perspectives économiques de l'Afrique restaient fortes: «Il faut continuer à travailler pour maintenir ce niveau de croissance, engager des réformes structurelles nécessaires susceptibles de créer des emplois et de résorber le chômage.» En somme, des interventions teintées d'optimisme, même si leurs auteurs, conscients des défis qui jonchent le chemin du développement de l'Afrique y mettent chaque fois un bémol, question de ne pas tomber dans le piège de l'autosatisfaction. Notons qu'entre autres sujets à l'ordre du jour de la session en cours, les délégués éliront les nouveaux membres du Conseil de paix et de sécurité de l'UA.

Gankama N'Siah



La délégation du Congo. Au premier plan Basile Ikouébé, ministre des Affaires étrangères, suivi des ministres Coussoud-Mavoungou et Mokoko. (© DR)

agenda apprêté par les commissaires de l'UA énumèrent les axes du développement de l'Afrique les cinquante prochaines années, il est revenu dans le discours de Nkosazana Zuma de ces interpellations souvent entendues dans l'arène de l'UA. À savoir, entre autres, réaliser l'unité du continent sans laquelle les engagements seront vains, renforcer les commissions économiques sous-régionales afin de promouvoir à terme l'intégration du continent, mettre un terme aux guerres récurrentes au sein des États et à leur cortège de malheurs pour les populations.

Un continent pourvu d'énormes richesses, qui est loin d'assurer le minimum à ses habitants. «Alors que la productivité des terres en Inde est passée de 0,95 tonne par hectare à 2,53 tonnes par hectare au cours des cinquante dernières années, la productivité des terres africaines stagne à une tonne et demie par hectare, alors qu'il y a entre trois et six fois plus de terres disponibles que dans des pays comme la Chine ou l'Inde qui, bien que disposant de beaucoup moins de superficies cultivables par habitant réussissent à nourrir leur population de plus

ganda, qui a accru sa production piscicole ; de l'Égypte, meilleur rendement rizicole du monde avec une production estimée à 7,5 millions de tonnes cette année ; de la Tanzanie, qui a sensiblement amélioré sa technique de récupération des eaux bénéfiques pour la riziculture. Une performance par trop marginale, a souligné l'orateur, pour que l'on ne répète chaque fois que l'Afrique doit « faire du secteur agricole un réel outil de transformation », tout comme elle devra « rester ferme face aux politiques et arrangements commerciaux injustes », al-



Promotion spéciale

Ordinateurs portables **acer**

- > Acer Celeron (Couleur Rouge)
- > Acer Celeron (Couleur Grise)

Spécificités

- * Intel Celeron, Processor (2.2 GHz)
- * Système d'exploitation Windows 7
- * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD
- * 15.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : 265.000 TTC





Avenue Alphonse Fondère, Immeuble C.N.S.S, City-center, Centre-ville, Brazzaville, République du CONGO
 Tel: 00242 05 381 34 34/ 06 881 34 34 - Courriel: info@terratech-cg.com - Web: www.terratech-cg.com














RDC/CENTRAFRIQUE

Les réfugiés en colère contre le Programme alimentaire mondial

Ces derniers jours, la plus grande organisation humanitaire du monde n'a pas livré autant de nourriture que d'habitude au camp de réfugiés de Boyabo, à une trentaine de kilomètres de la frontière entre la RDC et la RCA.

En six mois, plus de 8 000 Centrafricains ont été enregistrés dans ce camp, le premier à avoir ouvert en juillet 2013 en RD-Congo. La logistique est mise en place, principalement par le Haut-Commissariat aux réfugiés. À l'heure de la distribution de la nourriture, chaque personne a eu droit à 7 kg de farine, au lieu de 12 kg comme d'habitude. «*Le Programme alimentaire mondial (PAM) nous a livré seulement 60 tonnes, or il nous faudrait 90 tonnes. Cela fait très mal, on voit les réfugiés se plaindre*», a expliqué Dieumerici Momboi, chargé de la distribution alimentaire.

Le PAM, de son côté, ne cesse de se plaindre du fait que, cette année, les donateurs n'ont pas distribué assez de stocks pour la RD-Congo, raison pour laquelle il est obligé de revoir son aide à la baisse. La semaine dernière, l'organisation annonçait déjà qu'elle commençait à être à court de nourriture à distribuer aux déplacés en République centrafricaine à cause de l'insécurité. Trente-huit camions du PAM transportant du riz sont actuellement bloqués à la frontière de la RCA avec le Cameroun, avec des centaines d'autres véhicules, les conducteurs de camions refusant de traverser la frontière. En conséquence, les stocks de céréales du PAM sont presque épuisés, comme les stocks de légumineuses, selon un communiqué de l'agence humanitaire de l'ONU.

Pendant ce temps, les violences meurtrières continuent à faire rage au nord de Bangui malgré

l'appel au calme lancé par la nouvelle présidente de transition, Catherine Samba-Panza lors de sa prise de fonction. Au total, quinze personnes ont été tuées le 24 janvier. Parmi elles, l'ancien ministre, proche de l'ex-rébellion Séléka, Joseph Kalité, assassiné le 24 janvier à coup de machette en pleine rue. Au PK13, dans le nord de la capitale, des pillages ont été également signalés, sur fond de manifestations de haine entre chrétiens et musulmans, entraînant l'intervention de soldats rwandais de la Miska pour calmer la tension. Les nouvelles séries de violences enregistrées ces derniers jours rappellent que, pour l'instant, il reste encore beaucoup à faire même si l'élection de la nouvelle présidente qui a fait de la pacification du pays sa priorité a été favorablement accueillie dans son pays et ailleurs.

Yvette-Reine Nzaba

ITALIE

Milan tient son forum social

Avancées sociales, coexistence des communautés, Italie de l'exportation... Italiens et immigrés vont en discuter dans la capitale économique du pays.

La ville de Milan tient son troisième Forum des politiques sociales. La capitale économique italienne est un pôle reconnu d'innovations en tous genres et un laboratoire affirmé des idées les plus avant-gardistes. Ainsi, même s'il n'en est qu'à sa troisième édition, le forum en chantier n'est que la dernière d'une série d'initiatives diverses qui tirent leur origine de cette ville, creuset des intégrations au fil des années et aussi point de départ de nombreux Italiens qui ont ensuite brillé à l'extérieur. Sans parler des nombreux cadres, pas seulement africains, formés dans les plus prestigieux établissements de Milan et aujourd'hui aux affaires dans leurs pays.

Pendant une semaine, du 24 janvier au 1er février, les débats, rencontres, présentations de nouveaux services et inaugurations d'espaces de socialisation vont alterner. Il s'agit, disent les organisateurs, de faire le point de ce qui a été obtenu en trois ans d'une telle démarche dans le domaine des avancées sociales et de voir ce qu'il faut améliorer pour que Milan soit toujours le reflet

d'une société en mutation. Les autorités communales ne sont pas peu fières d'annoncer une longue liste de participants, spécialistes reconnus dans leurs domaines, à commencer par le maire de gauche de la ville, Giuliano Pisapia. Cet avocat militant a transité par les milieux du volontariat. Il y aura aussi la ministre de l'Intégration, Cécile Kyenge ; la vice-ministre du Travail, l'économiste Maria Cecilia Guerra ; le sous-secrétaire aux Politiques agricoles, l'agronome Maurizio Martina, et d'autres figures connues de la politique et de la société civile italiennes.

Ces temps de rencontres se dérouleront en divers endroits emblématiques de la ville de Milan, suivant les thèmes des discussions. Ceux-ci sont nombreux, et requièrent des interventions qui ne se limitent pas à « mouliner » des concepts. De l'enfance aux problèmes liés au troisième âge, en passant par la lutte contre la pauvreté, l'accès des étrangers à la citoyenneté ou encore un urbanisme pensé pour respecter les droits des handicapés, il y aura de tout

Milan est coutumier de ce genre de workshops, étant la première à expérimenter les formules les plus réussies de la réalité sociale et économique. On rappelle volontiers que c'est à Milan qu'ont commencé

à travailler les premiers employés étrangers dans les usines en Italie. C'est là aussi que les étrangers ont commencé à conduire des autobus et taxis, chose inconnue encore aujourd'hui dans une ville comme Rome, la capitale.

La ministre Cécile Kyenge y sera donc à l'aise pour reparler des sujets qui lui tiennent le plus à cœur malgré l'animosité qui ne faiblit pas de la Ligue du Nord, dont Milan et le Nord sont des fiefs. Ce parti xénophobe a pris l'habitude de s'inviter à chacune des sorties de la ministre et de manifester bruyamment pour couvrir sa voix. Nonobstant cela, Cécile Kyenge est parmi les personnalités les plus connues du gouvernement italien, selon un récent sondage. Elle suit de peu sa collègue Emma Bonino (Affaires étrangères) et précède une autre femme ministre, Maria Cecilia Guerra.

Le forum de Milan sera l'occasion de présenter aussi ces étrangers de l'excellence qui émergent dans le monde des affaires, de l'entreprise, du barreau ou des hôpitaux italiens, souvent en silence.

Au-delà des discours, cette semaine donnera à voir ce que l'Italie compte de valeurs sociales sûres sur la voie de « la société de rencontre » que Cécile Kyenge appelle de ses vœux.

Lucien Mpama

Brèves du monde

Centrafrique : le Premier ministre pourrait former un nouveau gouvernement incessamment

La Centrafrique attend un nouveau gouvernement après la nomination du Premier ministre, André Nzapayéké, samedi 25 janvier. La question est urgente dans un pays en proie au chaos. La priorité d'André Nzapayéké sera surtout de mettre fin aux violences dans les plus brefs délais. Au lendemain de sa nomination, le nouveau Premier ministre de transition centrafricaine a rencontré la présidente de transition, avec laquelle il a fait le point sur la formation du nouveau gouvernement. Invité par la presse à dévoiler les critères que les deux personnalités avaient retenus pour le choix des ministres, André Nzapayéké s'était abstenu de tout commentaire.

Soudan du Sud : le PAM espère tirer parti du cessez-le-feu pour livrer de l'aide

Après l'annonce d'un accord de cessez-le-feu entre les parties en conflit au Soudan du Sud, le Programme alimentaire mondial (PAM) s'est dit prêt vendredi à saisir cette opportunité pour livrer de l'assistance alimentaire dans les zones difficiles à atteindre. «*Nous espérons que la signature d'un accord à Addis entraînera l'arrêt des combats et permettra au PAM et à d'autres agences humanitaires de fournir rapidement l'aide nécessaire aux personnes affectées par ce conflit, a dit le directeur du PAM dans le pays, Chris Nikoi. Mais il est important de noter que les besoins humanitaires continueront, bien après l'arrêt des combats.*» Jusqu'à présent, le PAM a assisté environ 178 000 personnes qui ont été déplacées en raison de la crise au Soudan du Sud qui a éclaté mi-décembre.

HCR : quelque 5 500 Nigériens fuient vers le Cameroun et le Niger

De récents affrontements entre l'armée nigérienne et des groupes insurgés dans le nord-est du Nigeria ont poussé environ 4 000 personnes à chercher refuge au Cameroun depuis la mi-janvier et 1 500 autres au Niger, a indiqué le Haut Commissariat aux réfugiés (HCR). «*Une équipe du HCR présente au Cameroun dans la région de l'Extrême-Nord s'est entretenue avec des réfugiés originaires de Banki, une ville juste de l'autre côté de la frontière, dans l'État de Borno, au Nigeria. Les réfugiés ont indiqué que leurs villages avaient été bombardés, que plusieurs personnes avaient trouvé la mort et qu'au moins deux villages avaient été réduits en cendres*», a dit le porte-parole du HCR, Adrian Edwards, lors d'une conférence de presse à Genève. Au nord-est du Nigeria, l'état d'urgence est décrété dans les États d'Adamawa, de Borno et de Yobe depuis mai 2013. Les violences incessantes ont déplacé des milliers de personnes. Parmi les personnes ayant fui vers le Cameroun, la plupart se trouvent désormais dans la région de Logone-et-Chari dans la région de l'Extrême-Nord. Après ce nouvel afflux, plus de 12 400 réfugiés nigériens se trouvent au Cameroun, dont près de 2 200 ont été transférés vers un camp du HCR à Minawao, plus à l'intérieur du pays. «*Conjointement avec les organisations partenaires, nous fournissons aux réfugiés des abris, des soins de santé, des installations d'assainissement, de l'éducation, des vivres et d'autres aides*», a dit le porte-parole.

Égypte : l'ONU condamne les attentats au Caire à la veille de l'anniversaire de la révolution

Le Secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, a condamné vendredi les attentats qui ont frappé la région du Caire, en Égypte, et qui auraient tué au moins six personnes, à la veille du troisième anniversaire de la révolution de 2011. «*Aucune cause ne peut justifier de tels actes de terrorisme*», a dit son porte-parole dans un communiqué de presse. Le Secrétaire général «*présente ses condoléances aux familles des victimes ainsi qu'au gouvernement et au peuple d'Égypte et appelle à traduire les auteurs en justice*», a-t-il ajouté. Selon les médias, quatre attentats ont frappé le Caire vendredi, l'un devant le quartier général de la police, les trois autres près d'une station de métro, devant un commissariat et près d'un cinéma. De son côté, la directrice générale de l'Unesco, Irina Bokova, a exprimé vendredi sa profonde inquiétude suite aux dégâts causés au Musée d'art islamique égyptien par l'explosion d'un véhicule à proximité de la direction de la police, située rue Port-Saïd au Caire, devant l'entrée principale du Musée. «*Je condamne fermement cette attaque et les destructions qu'elle a provoquées dans ce lieu de renommée internationale qu'est le Musée d'art islamique du Caire, qui abrite des milliers d'objets inestimables*», a déclaré Irina Bokova.

Soudan du Sud : l'ONU salue l'annonce d'un cessez-le-feu

Le Secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, et le Conseil de sécurité ont salué jeudi l'annonce d'un cessez-le-feu entre les parties en conflit au Soudan du Sud après plus d'un mois d'affrontements. «*Je salue cette bonne nouvelle. Les parties prenantes ont signé un accord de paix sous l'égide de l'Autorité intergouvernementale pour le développement, soutenu activement par les Nations unies*», a déclaré Ban Ki-moon alors qu'il se trouvait à Davos, en Suisse, pour le forum économique mondial. «*J'espère sincèrement que cet accord de paix offrira de bonnes opportunités pour les Sud-Soudanais, qui ont beaucoup souffert*», a-t-il ajouté.

Tiras Andang

**Weekend
NON STOP !!!**



Avec **Masolo Ya Bandeko**

Minutes incluses	Code d'activation	Coût
50 minutes	*170*6#OK	300 FCFA
100 minutes	*170*7#OK	500 FCFA

Parle plus longtemps avec Masolo Ya Bandeko.

www.waridtel.cg 04 400 01 23 ou 123

WARID
Passer à l'action

ÉGYPTTE

L'armée autorise le général Al-Sissi à se présenter à la présidentielle

Abdel Fattah Al-Sissi, l'actuel ministre de la Défense et vice-Premier ministre qui est depuis le mois de juillet 2013 le nouvel homme fort d'Égypte pour avoir destitué le président islamiste Mohamed Morsi, a reçu, le 27 janvier, le feu vert de l'armée pour être candidat à l'élection présidentielle.

Avant de se présenter à l'élection présidentielle, Abdel Fattah Al-Sissi qui était jusque-là général, a été élevé au grade de maréchal par le commandement militaire de son pays. Selon l'agence officielle Mena, qui a donné cette information, son entourage ne cachait plus l'intention d'Al-Sissi de se présenter à la candidature suprême. Cela, malgré le fait que la Constitution adoptée à la mi-janvier stipule clairement que le président doit obligatoirement être un civil. C'est dire que si le maréchal veut se présenter, il devra donc, au préalable, prendre sa retraite de militaire ou démissionner de l'armée.

La veille de cette annonce, le chef d'État par intérim, Adly Mansour, avait déclaré que

l'élection présidentielle se tiendrait avant les législatives. Plusieurs observateurs estiment que ce calendrier sera profitable au maréchal Al-Sissi, âgé actuellement de 59 ans. Rappelons que depuis l'éviction du président islamiste Mohamed Morsi, le seul président jamais élu démocratiquement en Égypte, les frères musulmans, qui l'avaient porté au pouvoir, ne cessent chaque jour qui



Le général Abdel Fattah Al-Sissi

passé d'affronter les forces de l'ordre. Les confrontations entre les deux parties se sont soldées par de nombreuses pertes en vies humaines et pertes matérielles.

Nestor N'Gampoula

IN MEMORIAM

À l'occasion du premier anniversaire du décès de notre regretté père Alexandre Denguet-Atiki, nous organisons le 31 janvier les manifestations suivantes :

13h : dépôt de gerbe de fleurs au Mausolée Marien-Ngouabi

14h : messe à la cathédrale Sacré Cœur.

Famille Denguet-Atiki



TRIBUNE LIBRE

L'éducation au Congo

La baisse du niveau de l'enseignement au Congo

Depuis que le président de la République a déclaré l'année 2014 Année de l'éducation, de nombreuses langues se délient pour analyser les problèmes qui minent ce secteur très sensible de notre société. Parmi ces problèmes figure la baisse du niveau de l'enseignement. Dans ce propos, nous voulons donner des pistes de réflexion afin de permettre aux spécialistes de la question d'approfondir le débat et proposer des solutions efficaces et durables. Mais qu'est-ce qui peut expliquer cette baisse?

Une idée déformée de l'école

Nous avons tous pensé longtemps que l'école était l'unique voie du savoir. Or aujourd'hui, le constat général est que l'école n'est plus la seule voie pour accéder au savoir ou à la compétence. De nombreuses opportunités d'apprentissage et de maîtrise des savoirs, non strictement scolaires mais très pratiques et utiles pour la vie au quotidien, sont offertes désormais à tous gratuitement, à la maison, au quartier, dans les médias, etc. C'est le cas par exemple du maniement des nouvelles technologies de l'information, où nos enfants qui n'ont jamais étudié dans des écoles spécialisées nous enseignent tous les jours le maniement et l'usage de nos appareils électroménagers, ordinateurs, téléphones, smartphones, tablettes et autres gadgets high-tech de l'informatique et du numérique.

La démotivation des enseignants

L'autre problème qui peut expliquer cette baisse est la démotivation des praticiens du métier. En effet, l'enseignement n'est plus un métier valorisant. Pendant longtemps, l'instituteur était considéré comme le seul fonctionnaire du village. Il était l'homme qui détenait le savoir et qui servait d'intermédiaire entre le monde sauvage et la civilisation. Il fallait l'écouter, car il détenait la vérité, le savoir, la compétence. Tout cela faisait de lui un homme mystérieux et l'affublait d'une aura particulière. Même le grand chef du village se pliait devant ses exigences pour ramener en classe un enfant récalcitrant. Ses sentences étaient sans équivoque, puisqu'il pouvait frapper à la chicotte comme le milicien colonial sans être inquiété, punir et renvoyer qui il voulait. Une dictature pédagogique que les parents d'élèves n'ont pas acceptée facilement.

Le laxisme

Il y a aussi le laxisme qui caractérise désormais l'encadrement pédagogique. On a constaté, par exemple, que les élèves de bon niveau étaient mis ensemble avec ceux de niveaux plus bas. Ils profitent souvent des facilités d'accès aux classes supérieures par le fait d'être fils de nantis et non par le mérite. Ce phénomène est criant en Afrique. Alors que la méritocratie permet de sélectionner les bons, de purger la société, qui ne pourra jamais être composée uniquement de génies, les pouvoirs publics doivent contribuer à créer une harmonie pour permettre un équilibre social indispensable au fonctionnement de la société.

Quel diplôme pour quel avenir?

Le mythe du diplôme international : beaucoup de publicités malsaines embrouillent les parents et les jeunes en leur faisant croire que certaines écoles sont agréées pour délivrer des diplômes reconnus internationalement, ce qui est totalement faux. La vérité est qu'il n'y a pas de diplômes internationaux, car dans la plupart des pays avancés le recrutement d'un travailleur dans tout secteur est toujours soumis à un test, quelle que soit l'origine de sa formation et l'établissement qui lui a délivré un diplôme. C'est pourquoi il faut se méfier des écoles qui clament

leur excellence sur les toits alors qu'aucun critère sérieux ne permet de la vérifier.

Sur le plan international, le classement Shanghai permet aujourd'hui sur la base de six critères de classer les meilleures universités dans le monde. Au départ, ce classement avait pour but de comparer les universités chinoises avec les meilleures universités du monde afin de répondre à la demande du président de l'université Jiao-Tong qui souhaitait envoyer ses étudiants dans les meilleures écoles. C'est ainsi que le professeur Nian Cai Lu, un chimiste travaillant pour cette université, établit un classement simple, ne prenant en compte que des données accessibles par internet et jugées objectives, à savoir le nombre de prix Nobel et de médailles Fields pour les mathématiques, le nombre de chercheurs les plus cités dans leur discipline, le nombre de publications dans les revues scientifiques Nature et Science, le nombre de chercheurs répertoriés dans deux bases de données d'articles scientifiques, l'une de sciences humaines, l'autre de sciences pures. Dans le classement Shanghai de 2013, il n'y aucune université africaine. Même si on peut reprocher à ce classement d'être quelque peu anglophobe, ces critères de classement s'imposent de plus en plus comme des indicateurs d'excellence.

Cependant l'exigence d'excellence aujourd'hui passe aussi par la capacité financière des apprenants. Certaines grandes écoles restent très fermées et n'ouvrent leurs portes qu'à ceux qui en payent le prix. Mais avec la mondialisation, certains étudiants, lorsqu'ils choisissent leur université future, regardent le classement Shanghai.

On pense généralement qu'un savoir qui ne débouche pas sur la compétence est inutile à son détenteur. L'école a vocation à compléter et perfectionner les connaissances humaines acquises dès le plus jeune âge auprès des parents et dans le milieu social d'origine.

Elle permet également, et certains penseurs affirment que c'est là son but fondamental, de procurer un savoir utile pour faire quelque chose. L'école doit donc permettre à l'apprenant de s'intégrer dans la société. Dans ce sens, la connaissance est un élément d'intégration sociale dans la mesure où elle permet à son détenteur de jouer un rôle, et pour cela elle doit donner une connaissance pour faire et non uniquement pour savoir.

Pour conclure

Pour bien assurer l'enseignement, il faut que les enseignants soient d'abord eux-mêmes bien formés. Par conséquent, il est indispensable que les structures de formation des formateurs soient mieux préparées sur les plans organisationnel et pédagogique. Or aujourd'hui, ce sont les universités qui forment, et les diplômés qui y sont délivrés sont institués selon des besoins purement universitaires. Alors même qu'au Congo l'école a été laïcisée et libéralisée, certains pensent qu'on apprend un peu de tout et peut être trop d'éléments pas toujours indispensables à l'apprenant. Nous faisons trop de choses en même temps. Les contenus de nos cursus sont trop denses et occupent l'enfant à des connaissances dont il n'aura jamais besoin dans l'exercice de son métier à l'âge adulte. L'accent devrait plutôt être mis sur l'essentiel dans la formation initiale, et chaque enfant pourra par la suite trouver, en fonction de ses compétences, une voie qui le conduira vers l'apprentissage d'un métier ou la maîtrise d'un domaine d'étude précis.

Emmanuel Mbengué

VATICAN

Pour le pape, communiquer c'est (se) rapprocher des hommes

L'Église catholique bénit l'irruption d'Internet dans la société mais met en garde contre les dangers d'une information qui s'enfermerait sur elle-même.

Comme chaque année les catholiques vont célébrer en juin prochain la Journée mondiale des moyens de communication sociale. Et comme chaque année, six mois à l'avance, le pape a publié le message qu'il adresse aux professionnels des médias qui sont invités, aujourd'hui plus que jamais, à servir de pont entre peuples et entre nations. Le thème qu'il a choisi pour cette journée est tout à fait en cohérence avec le style qui est désormais celui de son pontificat. Il faut mettre bas toutes les barrières et aller dialoguer avec «les périphéries du monde». La communication au service d'une authentique culture de la rencontre, tel est le thème du pape. Son message est le premier pour cette célébration depuis son arrivée au Vatican, en mars dernier. Sa publication à la date du 24 janvier n'est pas le fruit du hasard. C'est le jour de la fête de Saint-François de Sales, grand prêcheur français du 17^e siècle, retenu comme le patron des journalistes. Le chef de l'Église catholique note que l'irruption des moyens de communication sociale a pu donner un instant l'illusion d'un monde qui se rapprochait, se connaît et se reconnaît. «Pourtant au sein de l'humanité persistent des divisions. Au niveau mondial, nous voyons l'écart scandaleux entre le luxe des plus riches et la misère des plus pauvres. Nous y sommes tellement habitués que cela ne nous frappe plus», déplore-t-il. La pauvreté conduit à l'exclusion. Elle revêt beaucoup de formes aujourd'hui, et ses causes sont nombreuses et variées. Elles peuvent être économiques, politiques, idéologiques mais aussi «malheureusement,

même religieuses». D'où la pressante nécessité pour les médias de «contribuer à nous faire nous sentir plus proches les uns des autres ; à nous faire percevoir un sens renouvelé de l'unité de la famille humaine, qui pousse à la solidarité et à l'engagement sérieux pour une vie plus digne.»

Les défis nouveaux se mêlant aux défis anciens exigent de la part des médias une prise de conscience qui puise dans la responsabilité bien partagée que les moyens de communication sont avant tout au service de l'homme. «Les murs qui nous divisent ne peuvent être surmontés que si nous sommes prêts à nous écouter et à apprendre les uns des autres. La culture de la rencontre exige que nous soyons disposés non seulement à donner, mais aussi à recevoir des autres. Les médias peuvent nous aider dans ce domaine. En particulier, l'Internet peut offrir plus de possibilités de rencontres et de solidarité entre tous, et c'est une bonne chose, c'est un don de Dieu.»

L'information d'aujourd'hui voyage vite ; trop vite, affirme le pape. Cela ne met plus en situation de bien juger, et plus il y a d'opinions, plus on s'entretient dans l'illusion d'une richesse de pensée dans laquelle, pourtant, il est facile de s'enfermer et de ne plus écouter les autres. Mais ces limites, souligne le Souverain pontife, n'en rappellent que davantage «que la communication est, en définitive, une conquête plus humaine que technologique. Je le répète souvent : entre une Église accidentée qui sort dans la rue, et une Église malade d'autoréférentialité, je n'ai pas de doute : je préfère la première. Les routes sont celles du monde où les gens vivent, où l'on peut les rejoindre effectivement et affectivement», conclut le chef de l'Église catholique.

Lucien Mpama

RELIGION

Un culte sur l'unité célébré à Brazzaville

Le Conseil œcuménique des églises chrétiennes du Congo a lancé le 25 janvier à Brazzaville, un message d'unité, aux fidèles catholiques, évangélistes, luthériens, salutistes et orthodoxes, à la faveur du culte de clôture du 44^e anniversaire du mouvement d'œcuménisme congolais.

Fêter sur le thème «Le Christ est-il divisé?» cet anniversaire, a donné l'occasion aux orateurs de commenter largement, dans leurs prêches, les concepts de paix, d'unité, de cohésion et de solidarité. «Notre nation est en train de se construire sur la collaboration et la recherche commune de la paix et de l'unité, aussi bien parmi nos populations que dans nos églises chrétiennes (...). Nous devons tous beaucoup prier pour que toutes les ethnies, tribus et couches sociales soient unies en pensées, en paroles et en actions», a indiqué Joseph Tsimba Mavoungou, vice-président du conseil des églises œcuméniques et président des églises luthériennes du Congo.

Dans le cadre des préparatifs de cette fête, les chrétiens des obédiences précitées ont passé une semaine de prières, implorant le Tout-Puissant à les exaucer. «La clôture solennelle de cette semaine nous rassemble tous aujourd'hui en ce lieu, pour marquer de façon éloquente, notre élan de solidarité et de communion fraternelle (...). Nous nous battons aussi pour que soient mises en œuvre les valeurs

auxquelles nous tenons, en tant que Congolais et Congolaises», a insisté Joseph Tsimba Mavoungou, au cours du message.

Une présidence tournante

Comme de tradition tous les deux ans, le Conseil œcuménique des églises chrétiennes du Congo a élu pour l'an 2014-2016, le colonel Joseph Loukau, à la tête de cette institution religieuse et culturelle. Le salutiste Joseph Loukau remplace à ce poste le pasteur évangéliste Patrice Tsouami, actuel président de l'église évangélique du Congo. Le nouveau gérant du conseil œcuménique a un lourd dossier social à sa charge, notamment la construction, selon leurs propres termes, de l'hôpital de Dieu. «Les autres objectifs à atteindre et le programme d'activité restent à définir selon ce que j'ai dit à mes frères du conseil œcuménique des églises chrétiennes du Congo et la presse sera informée ultérieurement. Un centre sanitaire gratuit pour les malades représente le côté social de l'église. Les donateurs qui peuvent nous aider sont les bienvenus», a indiqué Joseph Loukau.

L'infrastructure sanitaire qui se construira au quartier Mounkondo, dans la commune de Mounkali, sera chargée de soigner gratuitement les malades de toutes les obédiences religieuses.

Fortuné Ibara

CULTURE

Le ministère entend promouvoir la culture congolaise en 2014

L'année 2014 sera marquée au plan culturel par l'organisation de plusieurs événements en vue de contribuer au rayonnement de la culture congolaise. Le directeur de cabinet du ministre de la Culture, Célestin Akoulafoua-M'voula, l'a annoncé lors de la traditionnelle cérémonie d'échanges de vœux au niveau de ce département.

Après avoir fait le bilan de l'année écoulée, le directeur de cabinet du ministre de la Culture s'est réjoui des résultats et orienté 2014 autour de grands événements culturels. «*Au cours de l'année vous avez donné le meilleur de vous-même : par l'organisation du grand prix du chef de l'État des arts et des lettres ; les belles prestations du ballet national en Afrique du Sud et en Pologne ; la participation du ministère au Salon du Livre de Paris ; le lancement du projet de construction de la Cité africaine des arts de la mémoire (Citam) avec l'architecte français Jean-Marc Vilmoth ; la participation au colloque sur le rôle et l'importance du roi Djoja dans l'historiographie africaine moderne ; les grandes avancées dans le domaine du patrimoine à travers les différentes activités pour le classement de Mbé sur la liste du patrimoine mondial ; la célébration de la*

18^e Journée mondiale du livre a rapproché nos écrivains des élèves, étudiants», a déclaré Célestin Akoulafoua-M'voula.

En vue de perpétuer ces actions, il est d'abord prévu une formation et le renforcement des capacités au niveau du personnel du ministère de la Culture, des activités qui devront se faire de manière permanente. Des focus annuels sur la peinture, la sculpture, la céramique, sur les archives de la nation, sur les arts culinaires et traditions congolaises, pourront par ailleurs être organisés. La Journée mondiale du livre et du droit d'auteur ; la 3^e Journée du jazz ; le 3^e Salon des industries culturelles ; la Fête de la musique ponctuée par le carnaval des sapeurs ; les Ciseaux d'or de la mode ; le Prix d'excellence des arts et des lettres ; les Journées nationales de la cinématographie, sont également projetées en 2014.

«*Au cours de cette année nous prenons l'engagement de tout mettre en œuvre pour renforcer notre dispositif juridique, et l'engagement de mieux travailler pour que les collaborateurs se rendent bien compte que le travail n'est pas facile, mais exigeant et responsabilisant*», a conclu Célestin Akoulafoua-M'voula.

Hermione Désirée Ngoma

FOOTBALL

Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en France

Ligue 1, 22^e journée

Reims et Prince Oniangué rapportent un point de leur déplacement à Nantes (0-0). De retour dans le onze de départ, le milieu de terrain a rendu une copie mitigée : 32 ballons joués, dont 2 gagnés et 7 perdus, 88 % de passes réussies et 2 fautes subies.

Sans Ladislav Doukhan, blessé à la cuisse en Coupe de France, Guingamp tient le PSG (1-1).

Brice Samba junior et Giannelli Imbula étaient remplaçants lors de la défaite de Marseille à Monaco (0-2). Entré à pause, Imbula a touché 35 ballons (5 gagnés, 7 perdus, 84% de passes réussies), 1 centre et 1 coup-franc tiré.

Barel Mouko n'était pas dans le groupe lillois, tenu en échec à domicile par Rennes (1-1).

Ligue 2, 21^e journée

Septième but de la saison pour Christopher Mabolou, qui ne peut toutefois pas empêcher la large défaite de Châteauroux chez le voisin tourangeau (2-5). Dès la 9^e minute, Mabolou a ouvert le score d'un plat du pied au point de penalty sur un centre de Bourgeois. Juste avant la pause, il tente de redonner l'avantage à La Berrichonne mais sa frappe est repoussée. Remplacé à la 91^e, Mabolou surnage au sein d'une équipe à la dérive (19^e avec 19 points).

Jordan Ikoko était titulaire lors de la défaite de Créteil face à Caen (1-2).

Tobias Badila n'était pas dans le groupe pro de Nancy, auteur du nul 0-0 à Brest.

Espagne, 21^e journée, 1^{re} division

Sans Thievy Bifouma, toujours écarté du groupe pro dans l'attente d'un départ, l'Espagnol Barcelone prend un point à Valence (2-2).

Espagne, 23^e journée, 2^e division

Dominique Malonga était titulaire lors du match nul de Murcie face à Majorque (2-2). Remplacé à la 65^e alors que le score était d'un but partout.

Espagne, 23^e journée, 3^e division

Sans John-Christopher Ayina, blessé aux ischio-jambiers, Santander s'incline à Zamora (0-1). Le Racing conserve sa première place, à égalité avec Ferrol.

Estonie, tournoi d'hiver

Kalju et Allan Kimbaloula, titulaire, sont tenus en échec par le Tallinna Infonet (0-0).

Grèce, 21^e journée, 1^{re} division

Remplaçant au coup d'envoi, Delvin Ndinga est entré à la 86^e minute lors du succès de l'Olympiakos à Xanthi (2-0). Avec 11 points d'avance sur son dauphin, la formation du Pirée se dirige tranquillement vers le titre.

Turquie, 22^e journée, 2^e division

Toujours privé de Lys Mouithys, suspendu, Ankaraspor fait match nul chez le BB Istanbul (0-0). Avec ce score de parité, Ankara reste leader à un point d'Istanbul.

Camille Delourme

Appel d'Offres National N°002 T/MEFPPI-CAB/CGFPTE/PURAC-UCEP-SPM/14.

«*Travaux de construction d'un (01) bâtiment R+1 à l'école nationale supérieure polytechnique (ENSP) à Brazzaville.*
Date : 20 janvier 2014

1. Le Gouvernement de la République du CONGO a prévu dans son budget au titre de l'exercice 2014, un financement sur Fonds PTE les travaux de construction des infrastructures scolaires sur le territoire de la République du Congo. Une partie de ces fonds sera utilisée pour effectuer les paiements prévus au titre d'exécution des travaux de construction d'un (01) bâtiment R+1 à l'ENSP au profit du Ministère de l'Enseignement supérieur.

2. Le Gouvernement de la République du CONGO par l'entremise du Ministère de l'Economie, des Finances, du Plan, du Portefeuille Public et de l'Intégration (MEFPPI) a chargé le Projet d'Urgence de Relance et d'Appui aux Communautés (PURAC) pour la mise en œuvre desdits travaux.

3. Dans le cadre de la mission qui lui est confiée, le PURAC sollicite des offres sous plis fermés de la part des candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour réaliser lesdits travaux.

Le délai d'exécution des travaux est de sept (07) mois à compter de la date de démarrage des travaux.

4. Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté pendant les heures ouvrables de 9 heures à 16 heures et peut être acheté moyennant un montant non remboursable de cent cinquante mille (150 000) Francs FCFA auprès du PURAC à l'adresse ci-dessous citée. Le paiement devra être effectué en espèce ou par chèque au PURAC.

5. Le processus de sélection se déroulera conformément aux procédures en vigueur au PURAC.

6. Les offres doivent être présentées en cinq (5) exemplaires dont un (1) original et quatre (4) copies, et être déposées contre récépissé au Secrétariat de l'Unité de Coordination et d'Exécution du Projet (UCEP) au PURAC au plus

tard le vendredi 28 février 2014 à 12 heures précises et devront porter la mention : APPEL D'OFFRES NATIONAL N° 002T/MEFPPI-CAB/CGFPTE/PURAC-UCEP-SPM/14 à l'adresse ci-après :

PROJET D'URGENCE DE RELANCE ET D'APPUI AUX COMMUNAUTES (PURAC)

UNITE DE COORDINATION ET D'EXECUTION DU PROJET (UCEP)
SECTION PASSATION DES MARCHES

Bâtiment du Ministère de l'Economie, des Finances, du Plan, du Portefeuille Public et de l'Intégration (MEFPPI), 4^e étage ;

BP : 2074, Tél : 841 34 36 ;

E-mail : projet_purac@yahoo.fr

Ville : Brazzaville, Pays: République du Congo

Les offres devront être valides pour une période de 120 jours suivant la date limite de dépôt des offres et doivent être accompagnées d'une garantie de soumission de cinq millions (5 000 000) FCFA délivrée par une banque commerciale agréée ou d'un chèque certifié. Les offres reçues après le délai fixé ci-dessus seront rejetées.

7. L'ouverture des plis sera effectuée dans la salle de conférence du PURAC à l'adresse mentionnée ci-dessus, le vendredi 28 février 2014 à 13 heures précises en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés qui souhaitent y être présents.

NB : Les entreprises adjudicatrices de deux (02) marchés et plus concernant les travaux de construction des logements, bâtiments et CSI dans les départements du Congo ne sont autorisées à soumissionner.

Le Directeur de Cabinet par intérim,

Eugène ONDZAMBE-NGOYI

AFFAIRE FRAUDE ET CONTRE BANDE À LA DGDA/KATANGA

Une réplique de l'Asadho au procureur général de la République

Dans sa correspondance, l'ONG, qui affirme contribuer à la lutte contre l'impunité, a contredit des affirmations du magistrat sur la situation de coulage de recettes dénoncée dans un premier document de l'association.

L'Association africaine de défense des droits de l'homme (Asadho) a répliqué, le 27 janvier, aux « précisions » du procureur général de la République (PGR), qui avait réagi à la dénonciation faite, le 7 janvier, par cette ONG sur le coulage des recettes à la Direction générale des ressources administratives, domaniales et de participation (DGDA)/Katanga.

Dans cette correspondance signée par son président, Jean-Claude Katende, l'Asadho a confirmé être en possession du rapport de la mission diligentée par l'office du PGR au Katanga. « Une fois de plus, nous sommes en possession du rapport établi par la mission envoyée par le Parquet général de la République sur la situation de fraude, détournement, corruption à la DGDA/Katanga », est souligné dans cette réplique de l'Asadho. L'ONG a également affirmé que les auteurs, personnalités bien connues, dudit rapport n'ont jamais démenti leur œuvre. D'ailleurs, a-t-elle poursuivi, ils méritent des félicitations de la part de la République pour leur courage à mettre le doigt sur le mal qui ronge nos régies finan-



Le président de l'Asadho, Jean-Claude Katende

cières et à produire un document d'une si grande valeur.

Les aveux de fraude

L'Asadho continue, en effet, à soutenir les faits allégués dans sa lettre destinée au chef de l'Etat, dont copie a été réservée aux différentes institutions de la République, dénonçant le coulage de recettes à cette direction provinciale de la

DGDA. « En plus, la notion de présomption d'innocence mentionnée par vous est malvenue pour ce qui concerne les dossiers examinés par la commission dans la mesure où il est dit dans le rapport que les personnes mises en cause ont reconnu, sans contrainte, les faits et qu'elles sont disposées à payer ce qu'elles doivent au Trésor public », a noté

cette ONG, qui souligne « que cette notion serait mentionnée ici que dans le but de protéger les opérateurs économiques qui, du reste, ont reconnu leur forfait. »

Citant des passages du rapport que, contrairement aux allégations du PGR, la question de temps et des moyens comme justifiant le rappel de la mission a été résolue sur place par les autorités provinciales et la DGDA. « Au regard de ce passage du rapport, il apparaît que le responsable de la province avait autorisé la mission à continuer au-delà de dix jours qu'on lui a imparti au départ. Donc le Trésor public (au Katanga) avait pris en charge les jours supplémentaires », a expliqué l'Asadho. Pour cette ONG, le rappel de la mission à Kinshasa ait été fait dans l'intérêt de protéger certains individus et non dans celui de la République. « Mais contre toute attente, après les menaces proférées contre la mission par certains opérateurs économiques, la mission a été rappelée à Kinshasa avant l'expiration du délai lui imparti et sans aucune explication. C'est cette attitude que notre organisation a dénoncé et continue à dénoncer », a-t-elle appuyé.

Face à la réaction du PGR sur ces dénonciations, l'Asadho dit émettre des doutes sur la bonne poursuite de cette action publique par l'office de ce haut magistrat. « Nous avions de forts doutes au sujet de la capacité

de votre office de jouer consciencieusement et dans toute indépendance son rôle à travers l'action publique dans le cadre de ce dossier où les faits ne peuvent être acceptés par aucune personne qui aime encore notre pays. C'est pour cette raison que nous avons refusé de nous adresser directement à vous, et nous avons orienté notre lettre vers la seule personne dont l'engagement public contre la corruption, le détournement est connu de tous, nous citons le président de la République », a souligné Jean-Claude Katende, dans cette réplique.

Nécessité de réagir

Dans sa correspondance, l'Asadho s'est étonnée que le PGR réagisse, « avec empressement » à une lettre destinée au président de la République. Pour cette ONG, par ailleurs, sa réplique à cette réaction du haut magistrat est justifiée par sa détermination à rétablir la vérité. « Nous nous serions refusé répondre à votre lettre, mais nous y répondons parce que nous estimons seulement qu'il était important d'éclairer plusieurs personnes qui vous ont lu, à travers la presse, et qui risquent d'être induites en erreur; alors que les problèmes posés au Président de la République sont cruciaux et pertinents pour notre pays », a appuyé Jean-Claude Katende.

Lucien Dianzenza

INSÉCURITÉ À KINSHASA

Un policier mort et 44 mille USD volés dans le braquage d'un bureau de change

Le bureau de change « Espace de change Remis Business » a été la cible des bandits à main armée. Le bilan de cette attaque fait état d'un policier mort, d'un agent de sécurité et de plus 44 mille dollars américains emportés par les braqueurs.

L'insécurité n'est pas encore totalement disparue à Kinshasa, en dépit de l'opération « Likofi » ciblant surtout les jeunes délinquants communément appelés « Kulunas ». Si ceux derniers ont visiblement disparu, les bandits à main armée resurgissent à Kinshasa. Tenez, le 24 janvier aux environs de onze heures, le bureau de change des monnaies « Espace de change Remis Business » de Rémy Mango, situé sur l'avenue Mushi entre les avenues Nyangwe et Kalembelembe dans la commune de Lingwala a été la cible des braqueurs.

Ceux-ci ont visiblement prémédité leur coup, profitant d'une averse pour commettre leurs forfaits. Ils ont surgi dans le bureau de change par des coups de feu; le cambiste Rémy Mango et un de ses collaborateurs ont juste eu le réflexe de se coucher par terre pour préserver leur vie. Ces malfaiteurs ont tiré à bout portant sur un policier commis à la garde de la maison et ont pris son fusil de service, avant de tirer aussi sur un agent de sécurité. Le policier est décédé alors qu'on l'acheminait dans un centre hospitalier après le départ des bandits. Quant à l'agent de sécurité, il est aux soins à l'hôpital car une balle tirée par l'un des braqueurs s'était logée dans sa cuisse.

Et ces bandits ont emporté plus de 44 mille dollars américains, semant la terreur et l'émoi, car leur opération malveillante s'est faite en pleine journée, alors qu'il y a quelques postes des polices dans les environs du lieu de leur crime. Même si la police criminelle et la police scientifique ont fait le constat de l'attaque, plusieurs minutes après le départ des assaillants.

Et l'on a appris que c'est pour la deuxième fois que Rémy Mango est attaqué de la sorte, étant pratiquement la cible de ces bandits à main armée qui semblent opérer au nez et à la barbe de la police. Le 12 décembre 2013, c'est au domicile de Rémy Mango sur l'avenue Kigoma dans la commune de Lingwala qu'ils avaient fait irruption aux environs de 18 heures, et ont emporté 7 mille dollars américains après avoir tiré des balles dans la maison de Rémy Mango qui heureusement était absent ce jour-là.

Martin Enyimo

RDC

Le pays prêt à se passer du FMI

Le Premier ministre, Matata Ponyo, ne l'a pas exclu, du moins temporairement, car la situation économique du pays s'est consolidée au regard des résultats visibles.

Matata Ponyo a voulu donner l'image d'un Premier ministre qui tient fermement la barre et est capable désormais d'envisager des perspectives d'avenir pour son pays en dehors de toute assistance extérieure, même s'il atténue sa position en parlant d'une période relativement courte. Dans une dépêche de l'AFP, reprenant les propos de sa dernière conférence de presse de la primature, le week-end dernier, Matata Ponyo voit le Fonds monétaire international (FMI) comme un médecin dont la raison d'être n'est que d'intervenir en faveur des pays malades économiquement. Cette réalité était vraie pour la RDC d'hier, mais pas aujourd'hui. « Lorsque vous n'êtes pas malade, vous pouvez passer un peu de temps sans votre médecin », a dit le Premier ministre. Chaque mot a sa place, et le message peut passer. Depuis les derniers contacts entre le FMI et le gouvernement de RDC, le climat entre les deux partenaires a semblé plus serein et même chaleureux à bien des égards, à en juger

par les échanges courtois et riches en compliments entre Matata Ponyo et Christine Lagarde.

L'annonce de la mise en place prochaine d'un nouveau gouvernement a fait vite réagir l'institution de Bretton Wood, désireuse d'engager les discussions formelles sur le prochain programme économique dès l'arrivée de la nouvelle équipe aux affaires, après avoir laissé expirer le tout dernier programme, et avec lui un crédit de 240 millions de dollars américains. Après un ralentissement de ses activités, le gouvernement a recommencé à poser des actes de haute portée politique, notamment la défense de son budget pour l'exercice 2014. À l'instar des journalistes, les parlementaires n'ont pas manqué de donner de la voix sur l'état de la relation avec le FMI. Les contacts ne sont pas rompus, ont l'habitude de rappeler les autorités du pays. Une année plus tôt, en janvier 2013, le gouvernement à travers une déclaration de la troïka économique avait annoncé son intention d'élaborer son programme économique sans l'appui du FMI. Il était question de bâtir un programme autonome de l'économie congolaise dans son ensemble, en l'absence de la coopération

avec le Fonds. Déjà, à cette époque, on avait évoqué des pourparlers en perspective. Une année après, toujours rien.

Dans ce défi à relever pour le pays, la principale alliée du gouvernement pour tout affranchissement de sa relation avec le FMI sera la stabilité du cadre macro-économique. La RDC devra aussi compter sur son expertise nationale pour élaborer un programme en toute autonomie. « Nous avons des experts qui peuvent le faire », a déclaré en son temps Daniel Mukoko, vice-Premier ministre et ministre du Budget. Tout se résume donc à la poursuite d'une gestion saine. Pour autant, Matata Ponyo a confirmé des contacts étroits avec le FMI. « Le moment venu, lorsque les négociations ou les concertations seront avancées et que le programme se pointera à l'horizon, on vous le dira ». Sans doute, comme il l'a lui-même reconnu, les Congolais auront fini par se convaincre du caractère incontournable de la relation avec le FMI, à force d'écouter d'ailleurs leurs politiques. Aujourd'hui, c'est toute la communication du gouvernement qui doit être orientée autrement.

Laurent Essolomwa

FORMATION

Des délégués des homes de vieillards édifiés en gériatrie

Des représentants des homes des vieillards Saint-François de Kintambo, de Saint-Marc de Kingasani, de Saint-Kizito de Kingabwa, de Kabinda de Saint-Pierre et de l'hospice salutiste de Kintambo viennent de suivre des enseignements sur l'entretien des personnes âgées.

Organisée par Caritas-développement, la formation qui a été animée par Hermine Moser de

ment aider un vieillard ou une vieille femme à se mettre debout, comment laver un vieillard en gagnant sa confiance, comment le soulever. Toutes ces techniques apprises pendant cette formation visent tout simplement à améliorer les soins à apporter aux vieillards.

Dr Esther Nsombo Bolaza, l'une des participantes, a indiqué que la formation a consisté dans les expériences existen-

Caritas Autriche pour le travail abattu par sa représentante, Hermine Moser.

Mme Matalatala qui a lu le mot du coordonnateur de Caritas-développement Kinshasa, l'abbé Bruno Nzungu a relevé qu'il y a de nombreux vieillards qui ne sont pas occupés par une activité quelconque pouvant leur permettre de se mouvoir et sont presque abandonnés à eux-mêmes dans l'attente de leurs derniers jours. *« cela est dû au manque de considération dont ils sont victimes à leur égard, au manque des soins de santé appropriés, et à une mauvaise prise en charge par leurs parents, voire par le pouvoir public bien que certains soient logés, habillés et nourris dans des homes des vieillards comme ailleurs mais ne vivent pas ce bonheur auquel aspire tout homme tout au long de son existence. Pour la plupart accusés de sorcier, le home constitue pour eux un lieu de refuge ».* Le numéro un de la Direction d'encadrement des personnes du troisième



Les personnes âgées méritent l'attention et le soutien de la communauté

âge au ministère des Affaires sociales Musato Mupandi a apprécié l'apport de cette formation en intervention dans les soins gériatriques.

Aline Nzuzi

« cela est dû au manque de considération dont ils sont victimes à leur égard, au manque des soins de santé appropriés, et à une mauvaise prise en charge par leurs parents, voire par le pouvoir public bien que certains soient logés, habillés et nourris dans des homes des vieillards comme ailleurs mais ne vivent pas ce bonheur auquel aspire tout homme tout au long de son existence. Pour la plupart accusés de sorcier, le home constitue pour eux un lieu de refuge ».

Caritas Autriche a eu pour objectif de renforcer les capacités de ces représentants dans la prise en charge des personnes du troisième âge vivant dans les homes ou hospices.

Durant cette formation, les participants ont appris com-

telles de la vie dont il faut se souvenir et à aider la personne du troisième âge à retrouver la sensibilité profonde de bien-être, pour mieux vivre à côté de ses douleurs par des mouvements et interactions. Elle a, par ailleurs, remercié la

TRANSPORT URBAIN

Les bus Mercedes 207 traînent à obtenir leur certificat de contrôle technique

Quelques jours après le lancement de l'opération, aucun bus ne s'est présenté sur les différents sites institués par l'autorité urbaine.

Le délai, imparti aux propriétaires des bus Mercedes 207 pour se mettre en ordre par l'obtention d'un certificat de contrôle technique censé leur donner le droit de circuler librement, court encore. Depuis le 22 janvier, date à laquelle cet ultimatum de quarante-cinq jours a été lancé, les propriétaires desdits engins traînent encore les pas. Et pourtant, les centres privés et publics institués par l'autorité urbaine pour accomplir cette tâche sont déjà opérationnels et continuent d'attendre les premiers venus. À la foire internationale de Kinshasa ou encore dans l'enceinte de l'Office des routes à Kingabwa et à Limete, le personnel

commis à cette tâche tourne encore les pouces. Jusqu'ici, aucun bus Mercedes 207 ne s'est présenté sur ces différents sites.

Pour maints analystes, le coût exorbitant imposé à cette opération (65 dollars) serait à la base de l'absence déplorée de ces véhicules sur les lieux. D'après un chauffeur de 207 qui s'est exprimé sur le sceau de l'anonymat, les recettes générées par les courses journalières encaissées sont si minces et ne permettent pas de supporter une telle charge financière. Car, au-delà du simple contrôle de conformité, il y a d'autres frais supplémentaires qu'il faudrait engager tels que ceux de peinture et d'achat d'une police d'assurance. A cela s'ajoutent les réparations qui pourraient être recom-

mandées en cas de détection de quelques anomalies techniques sur le véhicule. Tous frais compris, l'on peut facilement atteindre les 1.500 dollars pour cette opération qui paraît être onéreuse pour les propriétaires des Mercedes 207. Moralité : la plupart préfère encore attendre espérant que l'administration provinciale pourrait revenir sur sa décision d'interdiction de circulation des bus 207.

D'autre part, il y a également la peur qui étirent de nombreux propriétaires à se présenter sur ces sites parce que convaincus du mauvais état de leurs véhicules. Pour ces derniers, la grande prière est qu'un nouveau moratoire leur soit accordé après épuisement de celui en cours. Jusqu'à quand ? La question mérite d'être posée.

Alain Diasso

SANTÉ

La RDC a enregistré plus de trois mille cas de lèpre en 2013

Les cas ont été dépistés à l'Équateur, dans la Province Orientale, dans le Bandundu, et au Katanga.

Plus de trois mille cas de lèpre ont été enregistrés en RDC, en 2013. Ces cas ont été principalement dépistés, à en croire le directeur du Programme national de lutte contre la lèpre et la tuberculose (PNLT), Jean Noël Mputu, cité par radiokapi.net, à dans le Bandundu, l'Équateur, la Province Orientale et le Katanga. Mais, selon ce responsable sanitaire, il y a quand même

une baisse des cas par rapport à il y a dix ans. De l'avis du directeur du PNL, vers les années deux mille, le pays enregistrerait au moins onze mille nouveaux cas de lèpre l'an.

Sensibiliser la population

Pour Jean Noël Mputu, le pays dispose de tous les médicaments pour soigner des malades. À l'en croire, la bonne prise en charge permettra d'arriver à cet objectif. *« Si le traitement est fait à temps, on arrivera au bout*

d'une trentaine d'années, à éradiquer cette maladie », a-t-il expliqué.

Il a, par contre, conseillé de soutenir cette lutte pour l'éradication de cette maladie à travers le pays, par une plus grande sensibilisation des communautés. *« Si on implique la communauté dans les villages et tous les petits coins de la RDC pour dépister tous les malades, nouveaux comme anciens, je crois qu'on arrivera à l'éradiquer »*, a-t-il souligné.

Lucien Dianzenza

KASAÏ-OCCIDENTAL

Des hôpitaux dotés du matériel roulant et informatique

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet d'équipement des structures sanitaires (PESS), les hôpitaux de cette province retenus par ledit projet viennent de recevoir dix-neuf véhicules, des dictionnaires et matériels informatiques.

Le ministre provincial de la Santé du Kasai-Occidental en séjour à Kinshasa où il a pris part au deuxième forum sur les maladies tropicales négligées est venu remercier le gouvernement de la République par l'entremise du ministre de la Santé publique, le Dr Félix Kabange Numbi, pour cette dotation. *« Je suis venu exprimer la gratitude de toute la population du Kasai-Occidental parce que dans le cadre de la réalisation du projet d'équipement de structures sanitaires, nous avons reçu dix-neuf véhicules, trente dictionnaires, un lot important de matériels informatiques et autres équipements sanitaires »*, a déclaré le ministre provincial de la Santé au sortir de l'audience que le ministre de la Santé publique lui a accordée. L'hôte du Dr Félix Kabange Numbi a saisi cette occasion pour plaider en faveur d'autres formations sanitaires de sa province qui n'ont pas d'appui. *« Si le gouvernement central peut penser à équiper aussi ces hôpitaux, il s'agit précisément ceux de la zone de mweshi, qui par sa situation géographique nécessite un appui du gouvernement central pour lui doter des moyens nécessaires pour permettre à la population d'accéder aux soins de santé de qualité »*, a-t-il dit. Financé sur fonds propres du gouvernement à la hauteur de 80 milliards de francs congolais, le projet PESS vise l'équipement, l'approvisionnement en médicaments essentiels et la réhabilitation de deux cents hôpitaux généraux de référence et de mille centres de santé. Ce projet sera exécuté en trois phases. La première concerne soixante-dix zones de santé dont soixante-dix hôpitaux généraux de référence et trois cent trente centres de santé. La deuxième cible également soixante-dix zones de santé et trois cent trente centres de santé par contre la dernière phase prend en compte soixante-huit zones de santé et trois cent quarante centres de santé.

A.Nz.

CHAN 2014

Triste fin de l'aventure des Léopards

Il faudrait dès maintenant penser à relever le niveau du championnat national de football dont le déroulement en dents de scie avec un calendrier non respecté, dessert autant les clubs que les athlètes souvent en manque de compétition.

On ne leur accordait la moindre chance au départ de l'Afrique du Sud. Les Léopards de la RDC, qui n'avaient jusque-là livré aucun match digne de préparation, sont allés en terre sud-africaine sans grande conviction. Les moyens exigés par le sélectionneur pour préparer l'équipe n'ont pas été débloqués. D'aucuns étaient convaincus que les poulaillers de Muntubile Santos allaient faire de la figuration eu égard au niveau élevé de la compétition. Après les deux matchs amicaux disputés avec des clubs sud-africains sur fond des résultats mitigés, les Léopards n'étaient toujours pas au point à l'entame du Chan, l'équipe type était loin d'être trouvée. C'est dans ce contexte fait d'appréhensions que les gars ont abordé la compétition, avec un moral au rabais à cause des primes qui se faisaient toujours attendre. Suite aux promesses non tenues après leur premier succès face à la Mauritanie, ils ont sombré, corps et biens, devant le Gabon (0-1). La rage de vaincre n'y était pas malgré les 7.500 dollars empochés. Peut-être qu'ils exigeaient plus. Au-delà, un problème de coaching s'est nettement ressenti. L'équipe qui a bataillé ferme lors du



Jean Marc Mundele félicité par ses coéquipiers après son premier but face au Burundi

premier match avait lâché du lest au milieu du terrain avec deux absences de taille, Lusadis et Lema Mabidi et, surtout, en attaque qui a pêché par manque d'efficacité.

Pour ce faire, il fallait battre le rappel des troupes. D'où la descente sur place du président de la Fédération, Constant Omari. Ce dernier a aiguillé la conscience patriotique des joueurs en leur faisant comprendre l'enjeu de leur dernier match de qualification face au Burundi. Des réglages ont été opérés. Le classement a été réaménagé et le dispositif technique modifié à 70% avec la titularisation de Jean Marc Mundele. La victoire (2 buts à 1) face au Burundi avait donné des ailes aux Léopards

qui ont commencé à croire à leur destin. C'est avec une réelle détermination qu'ils ont abordé le 26 janvier leur match de quarts de finale face au Ghana. L'équipe montée par Muntubile Santos paraît être la meilleure à tout point de vue, nonobstant quelques faiblesses, notamment à l'attaque qui n'a pas été à la hauteur des attentes. Le buteur Jean Marc Mundele seul en pointe a été littéralement absorbé par les défenseurs ghanéens qui ne lui ont laissé aucune marge de manœuvre en plus du fait qu'il n'était pas suffisamment alimenté en ballons. Et pourtant, c'est sur lui que reposaient les espoirs des Congolais. Mubele, Mbidi, Kasusula et Bangala

(titularisé en lieu et place de Kulu-kuta ayant écopé deux cartons jaunes) dont les débordements par les ailes s'avéraient infructueuses avaient du mal à trouver la faille dans la défense adverse. Toutes les attaques amorcées par les Léopards se butaient sur un Adam's, le portier ghanéen. Tous les ingrédients d'une équipe compétitive étaient réunis dans la sélection congolaise face au Ghana : bonne circulation de balle, frappes à distance, débordements vers les ailes, passes en profondeur, dédoublement, relance, contre-attaque, etc. Mais hélas ! La dame chance avait choisi son camp. L'unique but concédé par les Léopards qui ont été dominateurs en

termes de possession de balles l'aura été sur un coup de pied de réparation consécutif à une faute de la main plutôt involontaire. L'arbitre mauritanien a été plus sévère. Au vu de cette rencontre, l'on peut dire que les Léopards n'ont pas démerité. Ils sont arrivés là où on ne les attendait pas. L'ossature affichée contre les Blacks Stars constitue, en somme, un embryon sur lequel devra se bâtir la grande sélection nationale attendue pour les prochaines échéances. Quitte à procéder à quelques réaménagements. Bien des jeunes talentueux ont été découverts à la faveur de cette CAN. C'est maintenant qu'il faudrait penser à la relève. La plupart de ces jeunes joueurs qui étaient à leur première compétition de cette envergure se sont pourtant bien débrouillés, quitte à mieux les encadrer. En 2015, la plupart d'entre eux se retrouveront dans l'effectif de la deuxième édition du Championnat d'Afrique des Nations (Can U23 messieurs) que la RDC se prépare à organiser en 2015. Il faudrait maintenir l'ossature, et y incorporer de nouvelles unités s'il en faut. C'est aussi ici le moment de penser à relever le niveau du championnat national de football dont le déroulement en dents de scie avec un calendrier non respecté dessert autant les clubs que les athlètes souvent en manque de compétition. "Qui veut aller loin ménage sa monture", dit l'adage.

Alain Diasso

MUSIQUE

Jazz et musique africaine font bon ménage

Balade musicale entre deux rythmes ou deux influences, selon les titres, le répertoire offert le 23 janvier au Centre Wallonie-Bruxelles (CWB) par le bassiste Gabriel Wadigesila et son Kinjazza se déployait entre morceaux connus et compositions personnelles.

Le premier concert de l'année livré par le quatuor Gaby Wadigesila, Courage Bakele (piano), Serge Mulambu (percussions) et Moïse Mambweni (batterie) rejoint pour certains morceaux par Joe Mulambu au chant a fait

carton plein. Kinjazza livrait son show jeudi dernier devant un public nombreux composé en partie d'étudiants de l'Institut national des arts (INA). L'ambiance plutôt chaude de la soirée, acclamations et autres commentaires à l'intention de Gaby ou de l'un de ses complices de la soirée, rien de tel pour manifester l'adhésion de l'assistance. Sans nul doute, l'Afro jazz de celui qui passe pour le « père de la nouvelle génération jazz en RDC » a bien trouvé preneur.

Dès le premier morceau, une interprétation de Caravan de Duke Ellington. Ce standard de jazz à laquelle Gaby donnait sa coloration particulière quitte à mélanger musique cubaine et américaine était une amorce soignée. Avec de la salsa pour début et du swing pour la suite, le pianiste américain n'aurait pas imaginé pareille nouvelle robe pour son air. Dizzy Gillespie était également au rendez-vous ce soir là avec Night in Tunisia. Pour cet autre classique, Gaby avait choisi de s'ancrer dans la culture congolaise. Apparier mutuashi et engundele, le nouvel assortiment créé par Gaby n'était pas pour déplaire au public face à des sons familiers rendus différemment.

La démarche personnelle du bassiste Gaby Wadigesila, un exercice portant à trouver un raccord entre deux influences ou deux différents rythmes pour chacune des compositions jouées a beaucoup plu. Et, les interventions épisodiques de la chorégraphe Bénédicte Shutsha ont rajouté du piquant au spectacle. Classiques de jazz ou œuvres personnelles, tous les titres ont bénéficié du même apport créatif. Ainsi, écouter Bolingo,



Bénédicte Shutsha dans une de ses apparitions sur la scène

morceau parlant de l'amour divin, mélange de mutuashi et d'harmonie brésilienne (Latin jazz) ; Kinjazza, l'invite à chanter et danser rendue en partie dans une rythmique mbala ; Dwayile, l'anecdote pendue associée à des harmonies de jazz et Nzala song, chanté déjà en deux langues, lingala et français paraissait un délice. Ce dernier titre, une composition du frère de Gaby, Claude Malumalu, a, avec son arrangement en jazz subi des réaménagements comme son passage de

quatre temps à cinq, puis carrément de cinq à sept.

Gaby Wadigesila décrit sa musique comme un rendu de sa sensibilité musicale. « Je fais en sorte que ce que j'ai appris à l'école se mélange avec mon ressenti dans l'ordre du possible. Je mets dans le même pack jazz et musique africaine. À la base, le jazz est quand même venu d'ici donc l'exercice s'est de se le réapproprié et le rendre d'une nouvelle manière ».

Nioni Masela



Gaby Wadigesila sur le podium du Centre Wallonie-Bruxelles

CRISE CENTRAFRICAINE

Youssou Ndour entend livrer des spectacles de paix à Bangui

L'artiste sénégalais et la chanteuse centrafricaine Idylle Mamba ont enregistré, le 26 janvier à Dakar au Sénégal, une chanson appelant la paix en Centrafrique. Le chanteur sénégalais vient de confirmer sur le site Internet de Jeune Afrique, qu'il était prêt à se rendre à Bangui pour prôner, à travers la musique, la réconciliation entre chrétiens et musulmans.



Youssou Ndour

Youssou Ndour estime que les artistes ont leur mot à dire dans la crise qui secoue actuellement la République centrafricaine. Il souligne, par ailleurs, le pouvoir de la musique qui permet de prendre des raccourcis dans des situations de crise, de rassembler un large public autour d'un idéal, qui est la musique, et qui peut faire en sorte que tout le monde parle le même langage. « Nous pouvons participer à amener la paix dans ce pays qui nous est si cher (...) La population là-bas va écouter et nous sommes prêts aussi à aller leur parler en cas de besoin », déclarait-il sur Jeune Afrique.

L'ancien ministre sénégalais de la Culture s'est dit affligé par des images montrant des musulmans et des chrétiens se battre dans un même pays et sur une même terre. « Ce n'est pas un obstacle d'avoir des religions différentes, c'est plutôt une richesse », assure-t-il, s'adressant aux Centrafricains.

Youssou Ndour a conclu en garantissant sa ferme volonté d'impulser une forte solidarité internationale pour le retour de la paix définitive en République centrafricaine.

La chanteuse Idylle Mamba, native de Bangui mais vivant au Cameroun, appelle pour sa part à une mobilisation de toutes les forces vives pour sortir la Centrafrique de la crise qu'elle traverse. « Que l'on soit artiste ou acteur économique, politique, il faut se mobiliser pour pouvoir ramener la paix parce qu'il y a énormément de souffrances en ce moment. Il faut agir car il y a urgence », conclut-elle.

Rappelons que la République centrafricaine est en proie à des vio-

lences depuis le coup d'État du 24 mars 2013 lorsque les rebelles de la Séléka ont renversé le président François Bozizé du pouvoir. Depuis lors, le pays a connu une première transition avec Michel Djotodia jusqu'au 10 janvier 2014, lorsque la communauté internationale l'a poussé à la démission lors du dernier sommet extraordinaire de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (Céecac), tenu à N'Djamena au Tchad. Une lueur d'espoir semble revenir avec l'arrivée de Catherine Samba-Panza à la tête de la transition, élue le 20 janvier, par le Conseil national de transition, et qui a officiellement pris ses fonctions trois jours plus tard.

Tiras Andang

ARTS SCÉNIQUES

« Les travaux d'Ariane », un spectacle sur la discrimination des albinos

Le texte de Caya Makhelé du Congo Brazzaville a inspiré une nouvelle création au Théâtre de Poche sur une adaptation de Roland Mahauden.

Le spectacle est organisé en partenariat avec Le Théâtre des Amazoulous, Le Groupe Taccenos à Kisangani en RDC et « Albinos Sans Frontières » à Bujumbura. « Les travaux d'Ariane », ap-

prend-on, réunit sur une même scène une comédienne congolaise, Dada Kahindo et un musicien burundais, King Plata. La pièce traite de la discrimination dont sont victimes les albinos. « Ancré dans de dures réalités locales, émouvant, musical, désarmant d'humour paradoxal, le spectacle n'étudie pas pour autant la barbarie d'un autre âge dont

et au Burundi littéralement chassés, comme un gibier lucratif, pour leurs organes et certains de leurs membres censés apporter, promettent les sorciers, la richesse à ceux qui les acquièrent », déplorent les organisateurs.

Au-delà du thème principal, fait savoir le metteur en scène, la pièce « Les travaux d'Ariane » aborde la question de la différence en général. La nouvelle création succède à d'autres comme « Verre cassé », « L'île » et « Le bruit des os qui craquent ».

Une relation particulière avec la RDC

Basé à Bruxelles, le Théâtre de Poche, apprend-on, noue une relation particulière avec la RDC depuis sa création. En 2008, fait-on savoir, le Théâtre de Poche a développé un partenariat avec le Théâtre des Amazoulous permettant la rénovation de l'Espace Culturel Ngoma à Kisangani. Aujourd'hui, le théâtre Poche s'identifie avec ses acteurs, metteurs en scène et comédiens de talent, comme un « Théâtre pour la Cité, une scène-monde qui fait résonner l'actualité avec ses inégalités sociales, ses folies, ses contradictions et... ses possibles transformations ».

Patrick Kianimi



Le spectacle est promis à une diffusion prioritairement africaine

MALI

La Force internationale réorganise son dispositif pour faire face à la menace djihadiste

Alors que les combattants islamistes lancent de temps en temps des attaques contre la force internationale, la force française et la Minusma (Mission internationale de soutien au Mali) ainsi que la Mission de l'Union africaine pour le Mali et le Sahel (Misahel) sont en train de réorganiser leur dispositif pour faire face à leurs assauts dans le Nord Mali.

La volonté affichée par les troupes françaises et africaines pour arrêter l'action des islamistes, est saluée partout, eu égard aux témoignages apportés par plusieurs personnes, selon lesquelles, de nombreuses caches d'armes souterraines existaient dans les villes du Nord Mali comme Tombouctou, Gao et Kidal. Et l'une des stratégies de ces islamistes est de se fondre dans la nature, de se replier vers les frontières que ce pays partage avec certains de ses voisins du Nord, et ensuite de revenir commettre des attentats, organiser la guérilla ou poursuivre la guerre de manière discontinuée. Les djihadistes ont donc profité ces derniers temps de l'allègement du dispositif français et de ce que les troupes de la Mission de l'ONU au Mali (Minusma) ne sont pas encore complètes pour lancer de nouvelles attaques contre la force internationale.

Selon un responsable du ministère français de la Défense, « le danger d'une recombinaison des groupes islamistes existe, même s'il n'est pas encore avéré ». Et de souligner : « Il faut contenir cette menace, continuer d'exercer une pression suffisante pour l'empêcher de se développer. » Ce qui a conduit la France à décider de rapprocher son dispositif de la zone où ses forces sont le plus susceptibles d'intervenir : non seulement dans le nord du Mali, mais aussi au Niger et au Tchad. Pour Pierre Buyoya, chef de la Mission de l'Union africaine pour le Mali et le Sahel (Misahel), la situation sécuritaire reste précaire et constitue une source de préoccupation. « Au-delà du cantonnement qui n'a pas démarré comme prévu par les accords de Ouagadougou et son mécanisme de mise en œuvre, le désarmement et la démobilisation des groupes armés constituent un défi à relever dans le cadre du processus de dialogue inclusif », a-t-il déclaré en fin de semaine dernière lors d'une conférence de presse, au cours de laquelle il faisait le point sur l'action de la Misahel. Le chef de cette mission de paix a assuré que la Mi-

sahel ne faillira pas aux objectifs qui lui sont assignés. Il a réitéré la disponibilité de celle-ci à contribuer à la recherche de solutions aux défis de sécurité, de gouvernance et de développement au Mali, en particulier, et dans la région du Sahel, en général. C'est autour de ces problématiques qu'une stratégie de l'UA pour le Sahel ainsi qu'un plan d'action ont été développés. La poursuite du Processus de Nouakchott pour la promotion de la coopération entre les pays du Sahel en matière de sécurité transfrontalière, devrait aboutir à des mécanismes opérationnels permettant de faire face aux crises. « La mutualisation des efforts des pays de la région permettra, à terme, de gagner le pari de la sécurité », a assuré Pierre Buyoya. Il a en outre rappelé l'engagement de l'Union africaine depuis le début de la crise au Mali et noté que l'organisation panafricaine a été au centre de sa résolution avec le déploiement au Nord du Mali des troupes africaines dans le cadre de la Misma, concomitamment avec l'Opération Serval. Après le transfert d'autorité de la Misma à la Minusma, le Conseil de paix et de sécurité avait jugé nécessaire de maintenir une présence de l'Union africaine afin d'accompagner le Mali et les pays de la région dans leurs efforts de stabilisation et de développement. Le mandat de la Misahel est réalisé sur le terrain en tenant compte des quatre principaux piliers retenus : politique, droits humains et action humanitaire, sécurité, développement.

Pour ce qui est du volet sécurité, la Mission devrait assister dans la coordination des efforts de l'UA visant à approfondir la réflexion sur les causes et à y trouver des solutions idoines aux défis de sécurité confrontant la région, notamment par rapport aux conflits armés, au terrorisme, au trafic de la drogue et aux autres formes du crime transnational organisé. Elle va contribuer également à l'amélioration de la coordination entre les services de sécurité et de renseignement dans la région, dans le cadre du Processus de Nouakchott, afin d'assurer la mutualisation des efforts régionaux dans la lutte contre ces menaces. Eu égard à l'importance des processus DDR et RSS efficaces, notamment au Mali, et le besoin de contrôler la circulation des armes légères et de petit calibre dans la région, la Mission se doit de s'impliquer aussi dans ces secteurs.

Nestor N'Gampoula

FORMATION
PROFESSIONNELLEPeut-être un centre pour
les jeunes de Mbota

L'Association Grand Mbota pour l'Emploi et le Développement (Agmed) a fêté la nouvelle année avec faste le samedi 25 janvier à Pointe-Noire. Au cours de ces retrouvailles, Fred Mamona, président de l'Agmed, a promis des bonnes choses pour l'année 2014.

« L'année dernière a été bénéfique pour l'Agmed, de même que plusieurs activités vont marquer l'année 2014 », a déclaré Fred Mamona avant de souhaiter une bonne année aux membres de l'association. Créée en 2010 dans le souci d'apporter sa contribution aux questions d'emploi des jeunes et de développement du quartier Mbota, situé dans le 4e arrondissement Loandjili, l'Agmed s'est investie sans réserve sur le terrain, en menant des actions de proximité, en assainissant les quartiers, mais aussi en facilitant leur desserte, sans oublier son apport dans la formation professionnelle et la résolution des questions de chômage. Ainsi, pour garantir l'insertion des jeunes de Mbota, l'Agmed dans ses multiples projets, compte ouvrir un grand centre de formation professionnelle au niveau du 4e arrondissement de Pointe-Noire. Il faut reconnaître que l'Agmed est membre de l'ONU-Habitat, et qu'en mai 2013, elle a participé à l'atelier régional consultatif des phases 1 & 2 du programme participatif d'amélioration des bidonvilles qui s'est tenue à Nayiwata, au Kenya.

Au cours de l'année écoulée, cette association à caractère social a remis plusieurs dons aux populations de Mbota. Les CSI de Mbota Etraba et Bissongo ont reçu des moustiquaires imprégnées, des médicaments et des matelas enveloppés. Les femmes enceintes, celles portant des nouveau-nés et les personnes du troisième âge ont également reçu des moustiquaires imprégnées. À en croire son président fondateur, plusieurs jeunes ont trouvé du travail à travers cette association. En outre, citons parmi les missions prioritaires de l'Agmed, le développement des quartiers défavorisés.

Prosper Mabonzo

ADMINISTRATION DU TERRITOIRE

Une femme à la tête du village Tchiélla dans le Kouilou

Pauline Koumba Bissafi a été intronisée le 23 janvier par le sous-préfet de Nzambi, Esther Makosso, en présence de plusieurs invités dont la directrice de l'intégration de la femme au développement du département du Kouilou, Marie-Jeanne Steimbault.

Nommée par l'arrêté N°001/MID/DK/P-CAB du 6 janvier 2014, Pauline Koumba Bissafi succède à Jean-Louis Mavoungou, décédé le 22 octobre dernier avec sa fille de trois ans dans un accident de la circulation intervenu entre Pointe-Noire et le village Tchiélla. En effet, après la lecture du décret relatif à l'administration du quartier ou du village par le secrétaire général de la sous-préfecture de Nzambi, Yves Clément Bongo-Loufoua, le sous-préfet de Nzambi a installé la première femme chef du village Tchiélla et son secrétaire, Bernard Zinga, à leurs postes respectifs. « En vertu du pouvoir qui nous est conféré, déclarons madame Pauline Koumba Bissafi installée dans vos fonctions de chef de village Tchiélla conformément aux dispositions, 001/MID/DK/CAB du 06/01/2014. Vous exercerez ces fonctions avec désintéressement, loyauté, grand dévouement suivant les édictons de la constitution de notre pays. La population actuelle vous doit obéissance et respect », a déclaré Esther Makosso qui a, par ailleurs, demandé aux sages de ce village d'être les conseillers de Pauline Koumba Bissafi afin de l'aider dans l'exercice de ses fonctions. Elle est la deuxième femme chef de village dans le district de Nzambi et quatrième dans le département du Kouilou.

Une désignation qui obéit aux normes

D'après Esther Makosso, la proposition de cette femme à ce poste a été acceptée sans condition par le préfet du Kouilou, Fidel Dimou, parce qu'elle répond aux critères de choix, notamment : être de nationalité congolaise, savoir lire et écrire et être résident du village à diriger.

Après la prestation de serment de Pauline Koumba Bissafi devant son époux, ses enfants, les chefs des villages environnants, et sa famille politique, la nouvelle responsable du village Tchiélla a reçu les symboles de commandement dont le brassard vert, jaune et rouge et le drapeau national.

Dans son mot de circonstance et au nom de



Pauline Koumba Bissafi entourée du sous-préfet de Nzambi à gauche et de la directrice de l'intégration de la femme au développement du Kouilou à droite "photo adiac"

tous les habitants de son village, la nouvelle cheffe de village a remercié le président de la République pour la paix retrouvée, le préfet, le sous-préfet et ses collaborateurs, du choix porté sur son secrétaire et sur elle-même. « Madame le sous-préfet, je vous assure que notre engagement au service de la population de Nzambi en général et en particulier celle du district de Tchiélla, est le respect des directives de la hiérarchie, l'observation de l'ensemble des lois administratives. Ensemble avec notre population nous allons travailler main dans la main », a-t-elle indiquée.

Les hommes ne sont pas
un obstacle pour les femmes

La directrice départementale de l'intégration de la femme au développement du Kouilou, Marie Jeanne Steimbault, heureuse de l'éveil de la femme congolaise aux postes de prises de décision, a souligné que cette nomination prouve l'engagement des femmes du Kouilou à la prise de conscience. « Nous sommes devant la quatrième femme nommée chef de village dans notre département et il faut s'en fé-

liciter. Nous allons continuer à œuvrer et nous croyons fermement qu'au fur et à mesure, les femmes vont continuer à accepter d'être à la tête des structures, pour améliorer le fichier de représentativité des femmes dans les sphères de prises de décision », s'est-elle réjouie. D'après elle, ce ne sont pas les hommes qui ne veulent pas céder la place aux femmes, mais plutôt les femmes qui ne veulent pas accepter de prendre des responsabilités. « Nous avons encore une femme qui a accepté d'assumer les fonctions de chef de village. En tant que directrice de l'intégration de la femme au Kouilou, je suis satisfaite et souhaite que cet engagement se pérennise », a-t-elle ajouté.

Notons que le siège du village Tchiélla, situé auparavant en face du domicile du défunt, Jean-Louis Mavoungou, sera déplacé au domicile du nouveau chef de village. Ce village d'environ 150 habitants, est le troisième village de la sous-préfecture de Nzambi, après Madingo-Kayes. Il ne dispose ni d'un centre de santé ni d'une école.

Charlem Léa Legnoki

SOLUTIONS FOR AFRICA - SOCIÉTÉ DE FORAGE DE Puits D'EAU

- MATÉRIEL DE FORAGE : disponible en stock

- POMPE IMMERGÉE.

- POMPE SOLAIRE.

- POMPE MANUELLE.

- RESERVOIR D'EAU EN GRANDES CAPACITÉS.

- TUYAU PVC HAUTE PRESSION

- PRODUITS CHIMIQUES.

- PRODUITS A BOUE

- EQUIPEMENT COMPLET DE PURIFICATION D'EAU

- RESERVOIR DE GRANDES CAPACITÉS

- ETC....



E-mail : dhiren@solution4africa.com

rdhiren@gmail.com

Web site : WWW.solution4africa.com

contact : +243 810 785 676

ADRESSE :

88, AV. Colonel Ebeya, C/Gombe
Kinshasa/R.D.Congo

JOURNÉE INTERNATIONALE DES DOUANES

La communication sera placée au cœur de la stratégie

Cette journée a été célébrée dimanche 26 janvier dans l'un des hôtels de la ville océane en présence d'Alfred Onanga, directeur général des douanes congolaises et des droits indirects accompagné des responsables départementaux de la douane de Pointe-Noire et du Kouilou et d'autres autorités civiles et militaires des deux départements.

En effet, s'exprimant à l'occasion de cette journée et en se basant sur l'importance du thème de cette journée, Samuel Makita, directeur départemental de la Douane et des Droits indirects du département du Kouilou, a expliqué que « *communiquer : partager l'information pour mieux coopérer* » constituait une condition indispensable en vue de l'amélioration des capacités et la conduite des réformes de l'administration douanière. Dans cette perspective, les administrations publiques et privées, les partenaires économiques, les acteurs de la chaîne logistique ont un grand intérêt à interioriser ce message, à le capitaliser cette année afin de relever les grands défis qui interpellent la douane pour



À l'extrême droite Alfred Onanga suivant les exposés

conduire le Congo vers l'émergence à l'horizon 2025.

« *En faisant de la communication un outil stratégique des engage-*

ments de la douane, il sera établi et maintenu des relations de coopération avec toutes les parties prenantes importantes de la chaîne lo-

gistique favorisant ainsi l'accès à la connaissance et à la transmission de l'information. Partager l'information en 2014 consistera à renfor-

*cer les pratiques en matière de communication et de diffusion de l'information avec les administrations publiques, les partenaires commerciaux privés et le grand public », a-t-il déclaré. La célébration de cette journée a permis également à Florence Loemba, directrice départementale de la Douane et des Droits indirects du département de Pointe-Noire, de lire publiquement le message de Kunio Mikuriya, secrétaire général de l'Organisation mondiale des douanes formulé à l'occasion de la célébration de cette journée. De plus, au cours de cette cérémonie des attestations de mérite ont été distribuées à certains douaniers qui se sont distingués par leur travail. C'est la conférence-débat animée autour du thème de cette journée suivie du repas de corps qui a marqué la fin de cette cérémonie. « *Le repas de corps est une occasion de raffermir les liens qui unissent les douaniers afin de créer ou consolider des passerelles de communication en vue d'intensifier les performances* », a conclu Florence Loemba.*

Séverin Ibara

COMMUNICATION

Philippe Mvouo demande aux médias d'être en règle

Ce rappel a été fait samedi 25 janvier à Pointe-Noire par Philippe Mvouo, président du Conseil supérieur de la liberté de communication (CSLC) à l'occasion de la cérémonie de présentation des vœux à la presse locale.

Ainsi pour Philippe Mvouo, les medias irréguliers font l'objet de plusieurs manquements liés à la profession, comme l'absence de sièges sociaux, d'enseignes lumineuses comportant toutes les informations, et autres. Dans ce sens, il invite ceux-ci et leur personnel respectif à l'observation des règles éthiques et déontologiques de la profession. « *Il n'y a pas d'amendes à infliger aux medias irréguliers par le Conseil supérieur de la liberté de la communication, mais le conseil doit amener ceux-ci à signer le cahier des charges conformément aux normes et règles qui régissent la profession afin d'éviter aux professionnels des medias de travailler*

dans l'anarchie », a-t-il signifié.

Il a saisi l'occasion pour dénoncer le manque de qualification et de formation de quelques journalistes des medias publics ou privés, avant de souligner les actions menées par le conseil au cours de l'année 2013, comme l'organisation du contrôle administratif et technique des organes de presse à travers l'ensemble du pays, l'organisation de séminaires à l'endroit des journalistes, et la coordination des fréquences aux différentes frontières de la République du Congo. Il a également annoncé les objectifs fixés par le conseil pour l'année 2014, à savoir l'observation des règles déontologiques par les organes de presse,

l'organisation du premier séminaire de l'année des journalistes à Pointe-Noire, la gestion rigoureuse des fréquences, le passage à la diffusion analogique à la diffusion numérique, la poursuite de l'assainissement de l'environnement médiatique, l'installation avec l'appui du gouvernement du monitoring des medias dans quelques villes principales du pays, le rappel au gouvernement de la République de jouer pleinement son rôle de soutien aux organes de presse, et enfin prôner l'excellence.

Notons que Pointe-Noire est la ville qui compte le plus grand nombre de medias dans la République du Congo.

Séverin Ibara

FORMATION PROFESSIONNELLE

Vers la création d'un centre pour les jeunes de Mbota

L'Association Grand Mbota pour l'Emploi et le Développement (Agmed) a fêté la nouvelle année avec faste le samedi 25 janvier à Pointe-Noire. Au cours de ces retrouvailles, Fred Mamona, président de l'Agmed, a promis des bonnes choses pour l'année 2014.

« L'année dernière a été bénéfique pour l'Agmed, de même que plusieurs activités vont marquer l'année 2014 », a déclaré Fred Mamona avant de souhaiter une bonne année aux membres de l'association. Créée en 2010 dans le souci d'apporter sa contribution aux questions d'emploi des jeunes et de développement du quartier Mbota, situé dans le 4e arrondissement

Loandjili, l'Agmed s'est investie sans réserve sur le terrain, en menant des actions de proximité, en assainissant les quartiers, mais aussi en facilitant leur deserte, sans oublier son apport dans la formation professionnelle et la résolution des questions de chômage. Ainsi, pour garantir l'insertion des jeunes de Mbota, l'Agmed dans ses multiples projets, compte ouvrir un grand centre de formation professionnelle au niveau du 4e arrondissement de Pointe-Noire. Il faut reconnaître que l'Agmed est membre de l'ONU-Habitat, et qu'en mai 2013, elle a participé à l'atelier régional consultatif des phases 1 & 2 du programme participatif d'amélioration des bidonvilles qui

s'est tenue à Nayiwata, au Kenya. Au cours de l'année écoulée, cette association à caractère social a remis plusieurs dons aux populations de Mbota. Les CSI de Mbota Etraba et Bissongo ont reçu des moustiquaires imprégnées, des médicaments et des matelas enveloppés. Les femmes enceintes, celles portant des nouveau-nés et les personnes du troisième âge ont également reçu des moustiquaires imprégnées. À en croire son président fondateur, plusieurs jeunes ont trouvé du travail à travers cette association. En outre, citons parmi les missions prioritaires de l'Agmed, le développement des quartiers défavorisés. .

Prosper Mabonzo

COOPÉRATION

Des femmes travailleuses aux ports de la RDC en visite à Pointe-Noire

Pour marquer leur arrivée dans la ville océane où elles vont animer une série de conférences du 28 au 30 janvier, les femmes travailleuses dans les différents ports de la République démocratique du Congo, ainsi que les membres de l'Institut de travail de l'Afrique centrale (Itac), sont allées, le 27 janvier, présenter leurs civilités au maire Roland Bouiti Viaudo.

En compagnie de leurs sœurs de l'association des femmes travailleuses au

lement transmissibles. « *Nous pourrions mieux expliquer ces points quand l'Itac sera installée en République du Congo* », a indiqué Philomène Massala Mavambo.

La série de conférences et d'échanges avec leurs sœurs du port autonome de Pointe-Noire prévue dans leur programme, porte sur plusieurs thèmes en rapport avec les aspects évoqués. Très honoré de la visite des femmes de la RDC ainsi que celles du Port au-



Roland Bouiti Viaudo, au centre, aux côtés des femmes

port autonome de Pointe-Noire, ces femmes ont été reçues par le maire. « *Nous sommes venues rencontrer nos sœurs du Port autonome de Pointe-Noire, regarder comment elles travaillent et comment se fait l'intégration du genre au sein de leur structure. Nous ferons plusieurs exposés, notamment sur notre propre façon de faire et sur la technicité* », a expliqué Philomène Massala Mavambo, chef de la délégation. Cette délégation va également, au cours de son séjour, regarder la question relative à l'installation prochaine en République du Congo, d'une représentation de l'Itac. Cette institution qui compte déjà beaucoup de pays d'Afrique, a pour mission de regrouper les femmes autour d'objectifs communs, à savoir : la lutte pour l'égalité des chances entre les hommes et les femmes ; les droits sociaux ; la lutte contre les violences faites à l'égard des femmes ; la féminisation du VIH et les infections sexuel-

tonome de Pointe-Noire, et conscient de leurs potentialités, Roland Bouiti Viaudo a souligné : « *Je sais combien la direction générale du Port autonome de Pointe-Noire a mis l'accent sur la promotion de la femme dans les métiers portuaires. L'année dernière, cette direction a organisé des journées portes ouvertes à Kinshasa en vue de promouvoir les relations entre les ports de Pointe-Noire et de Kinshasa. Votre venue permettra de mieux maîtriser les relations de complémentarité entre ces deux ports et celui de Brazzaville, relations que nous devons promouvoir. Nous comptons sur le plaidoyer des femmes pour lever les contraintes qui existent dans ces relations.* »

Au terme de la visite, le maire a reçu un présent de la part des femmes de la RDC. Il s'agit d'un objet d'art représentant une femme portant un enfant sur le dos.

Lucie Prisca Condhet

21^e CAN DE HANDBALL

Une moisson qui fait réfléchir

Cinquième rang pour les dames et septième pour les messieurs : le bilan des Diables rouges lors de la 21^e édition de la Coupe d'Afrique des nations qui s'est disputée en Algérie, n'est pas du tout fameux pour les Congolais. Cette prestation en inquiète plus d'un à une année des Jeux africains de Brazzaville 2015, compétition au cours de laquelle le Congo envisage de gagner de nombreuses médailles.

La CAN s'est achevée samedi par la victoire de la Tunisie 23-20 devant les Léopards de la RDC chez les dames et l'Algérie 25-21 devant la Tunisie chez les hommes. Les Congolaises ont manqué à leur mission d'assurer une qualification pour la Coupe du monde qui se jouera l'année prochaine. Comme lors de la 20^e édition de la compétition, les Diables rouges rentrent bredouilles au pays pour n'avoir pas atteint le dernier carré de la compétition africaine. Ni médaille, ni qualification pour la Coupe du monde d'autant plus que les dames n'ont occupé que le 5^e rang, une place de plus qu'à la dernière édition où elles se logeaient à la 6^e place. Les places occupées par les dames congolaises prouvent bien que le handball congolais a visiblement touché le fond. Il ne fait plus peur. Au contraire, il a même peur des nations qui ont montré la pratique de la discipline.

Après avoir perdu son leadership au profit de l'Angola, le Congo

s'éloigne progressivement du classement des quatre meilleures nations africaines au profit de l'Angola, la Tunisie, la République démocratique du Congo et même l'Algérie. Le Congo paie en partie les erreurs de sa fédération nationale. Celle-ci ne parvient pas à sécuriser le fichier de ses joueurs. C'est l'une des raisons qui ont fait que depuis 2012, les Léopards de la République démocratique du Congo prennent de l'ascendant sur les Diables rouges dames. Quand les deux équipes s'affrontent, c'est en réalité les Congolaises de Brazzaville qui jouent contre leur propre nation. Il ne fait aucun doute que l'ossature des Léopards de la RDC dames est en grande partie composée des Congolaises de Brazzaville de souche. Ces joueuses que l'on croyait finies, sont allées monnayer leur talent dans le pays voisin parce qu'elles se sentaient lésées par les critères de sélection en équipe nationale. Elles ont fait valoir leur talent grâce à la touche de Célestin Mpoua, entraîneur congolais qui prête main forte aux Léopards.

La démonstration de Mpoua

Célestin Mpoua est parmi les entraîneurs congolais de Brazzaville les plus gradés du pays. Il avait quitté l'encadrement technique des Diables rouges parce que la fédération l'avait relégué au second plan en plaçant comme titulaire quelqu'un de moins gradé que lui. Désigné adjoint, il devrait



Les Diables rouges dames chantant la congolaise

obéir aux ordres de ce dernier. C'est ce qui avait précipité le départ de cet entraîneur d'Interclub en RDC. Depuis lors, il avait pris pour pari de battre les Diables rouges à chaque fois que l'équipe congolaise rencontrait les Léopards. Aujourd'hui c'est chose faite puisque depuis 2012, la RDC bat le Congo chez les dames. Cette année encore, les critères de sélection des joueuses ont fait débat. Car au sein de la fédération nationale, l'attention a été beaucoup plus tournée vers les joueuses de la diaspora, sans pourtant maîtriser leur forme physique réelle. Sécuriser le fichier des joueurs permettra d'arrêter net cette politique visant à renforcer les équipes d'autres pays au moment où la Confédération africaine de handball s'est lancée dans un vaste chantier

d'informatisation des données. Un autre fait de l'échec du handball congolais, est le manque d'une véritable politique de préparation des équipes. La Coupe du monde a été de beaucoup dans la préparation des Angolaises, Tunisiennes et des Léopards de la RDC. Les Congolaises se sont contentées d'une mise au vert de quelques jours à Oyo sans un seul match test, avant de se rendre en Algérie. Conséquence, durant la compétition, les Congolaises n'ont battu que la Guinée lors de la phase de poules, avant de recéder face à la même équipe et le Sénégal lors des classements pour les 5^e et 8^e places. Le manque d'une politique fédérale sur la catégorisation des joueurs est un autre aspect qui fait chuter le handball congolais. On ne retrouve plus les vraies cadettes et les vraies ju-

niors pour cause de tricherie. L'exemple le plus éloquent est la prestation d'Oyo.

Quant aux messieurs, ils ont quand même réussi la mission d'améliorer leur classement. Neuvièmes en 2012, les Congolais se sont classés septièmes avec deux victoires, respectivement contre la RDC et le Nigeria au premier tour et une autre lors du match de classement pour la septième place contre le Sénégal. Les Congolais n'ont pas comblé les attentes du public, car ils ambitionnaient la 5^e place. Le sport est devenu une science. Plus vous travaillez, plus vous affrontez les adversaires les plus huppés, plus vous aurez de bons résultats. 2015 étant déjà demain, la Fécohand est appelée à changer ses méthodes de travail.

James Golden Eloué

DÉCOUVERTE

Le président du directoire d'Euronews visite le Mémorial Pierre-Savorgnan-De-Brazza

De passage à Brazzaville, après sa séance de travail avec la direction de la Télévision nationale congolaise dont la principale motivation était le lancement dans dix-huit mois à Brazzaville d'une télévision panafricaine d'information continue intitulée Africanews, Michaël Peters a honoré de sa présence ce lieu de mémoire à la fois culturel et touristique.

Après avoir visité les lieux, le président du directoire d'Euronews a déclaré: «On se rend compte à quel point une ville comme Brazzaville est en train de s'approprier son passé et d'en faire quelque chose de fort pour son avenir. Évidemment en tant qu'Européen c'est assez rare de voir une relation pareille entre l'arrivée d'Occidentaux comme

ment pourra faire partie d'une couverture ou d'un contenu quand cette belle chaîne d'information verra le jour.»

Pour son implication sur le terrain, Michaël



Michaël Peters au côté de Béline Ayessa, la directrice générale du Mémorial

moi et cette histoire qui était construite avec le temps. Voilà, j'ai retenu une phrase forte de Madame la directrice générale qui, dans ses termes, disait que l'explorateur De Brazza n'est pas venu ici à la conquête d'un peuple, mais plutôt à la découverte et pour partager des souvenirs d'un peuple», a-t-il confié, tout en affirmant que c'est ce qu'il est en train de faire avec un tout petit projet avec le Congo. Et d'ajouter: «J'ai aimé cette remarque intéressante. Je pense que le Mémorial effective-

Peters s'est engagé, au moins d'en parler dès le premier mois de l'ouverture de cette chaîne à Brazzaville. Sa visite du Mémorial aura été symbolique et riche en leçons dans la mesure où il rappelait à chacun des visiteurs tous les aspects du rapprochement entre le Congo et la France, et surtout «une réelle mise en valeur de la culture, une forme de pénétration pacifique de la culture qui symbolise ces échanges souhaités de nos jours».

Guillaume Ondzé

CHAN 2014

Les demi-finales de haute facture

Les équipes qualifiées à cette étape de la compétition ont des atouts pour faire la différence à n'importe quel moment du match. En d'autres termes, rien n'est joué d'avance.

Les demi-finales de la troisième édition du Championnat d'Afrique des Nations (Chan) seront de très haut niveau, avec beaucoup de surprises. Puisque trois des quatre équipes, qualifiées à cette étape de la compétition, n'ont perdu aucun match jusque-là. Il s'agit de la Lybie, du Zimbabwe et du Ghana. Les Supers Eagles du Nigeria font exception. Ils ont connu un début de compétition difficile avec, à la clé, une défaite face au Mali 2-1, dans la phase de poule. Heureusement que l'équipe a retrouvé ses marques au fil des rencontres au point de se qualifier pour les demi-finales aux dépens du Maroc.

La première demi-finale opposera donc la Lybie au Zimbabwe le 29 janvier. Un match dont le gagnant ne sera connu qu'après le coup de sifflet final. D'autant plus que les Warriors du Zimbabwe, outsiders, qui n'avaient aucune faveur des pronostics, ont éliminé certains pays favoris sur le papier, dont le Mali en quart-de-finale (2-1). Les Zimbabwéens ont, par ailleurs, la meilleure défense de la compétition avec un seul but encaissé en quatre matchs. Ils ont donc un rideau défensif difficile à manœuvrer. Alors que la Lybie, souvent défaillante en arrière, est très à l'aise en attaque.

L'équipe a en effet inscrit six buts pour le même nombre de rencontres que son adversaire.

L'autre demi-finale, qui se jouera le même jour, mettra aux prises les Super Eagles du Nigeria et les Black stars du Ghana. Cette dernière équipe aura du pain sur la planche. Autant son adversaire, le Nigeria, a une défense très prenable (8 buts encaissés) autant il a l'attaque la plus performante de la compétition, auteur de douze réalisations en quatre matchs.

L'attaque nigérienne s'est illustrée devant le Maroc, en quart-de-finale. Menés 3-0 à l'issue de la première période, les Supers Eagles sont revenus à la marque dans la deuxième partie du jeu avant de prendre définitivement le dessus sur les Marocains lors des prolongations 4-3.

Les Ghanéens fébriles en attaque (1 but marqué par match) devraient donc mettre les bouchées doubles pour endiguer les assauts des Nigériens. Tout comme ceux-ci devraient prendre des précautions défensives pour ne pas encaisser et offensivement venir à bout des Black stars qui n'ont, jusque-là, encaissé qu'un seul but sur pénalty face à la Lybie.

Les deux équipes seront donc méfiantes l'une vis-à-vis de l'autre. Sur les deux rencontres, le ticket pour la finale coûtera cher aux équipes qui voudraient y parvenir.

Rominique Nerplat Makaya